

# BULLETIN OFFICIEL

## EDITION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES

Prix du numéro : 20 DH

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT			<b>ABONNEMENT</b> IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n°: 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle
	AU MAROC		A L'ETRANGER	
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		
Edition des conventions internationales.....	150 DH	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives....	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		

Sont insérés dans cette édition les textes des conventions internationales en langue arabe ou en langue étrangère lorsqu'aux termes de ces conventions, lesdits textes font foi soit seuls, soit concurremment avec les textes en langue arabe

SOMMAIRE	Pages	Pages	
<b>Accord de coopération entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.</b>		<b>Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds international de développement agricole relatif à l'établissement d'un Bureau de pays.</b>	
<i>Dahir n° 1-14-79 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord de coopération fait à Rabat le 13 décembre 2012 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. ....</i>	3	<i>Dahir n° 1-16-94 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord fait à Rome le 8 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds international de développement agricole relatif à l'établissement d'un Bureau de pays. ....</i>	15
<b>Convention d'extradition entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.</b>		<b>Convention relative à la coopération judiciaire en matière pénale entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine.</b>	
<i>Dahir n° 1-14-81 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention d'extradition faite à Londres le 15 avril 2013 entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. ....</i>	14	<i>Dahir n° 1-17-101 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention relative à la coopération judiciaire en matière pénale, faite à Pékin le 11 mai 2016 entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine. ....</i>	23

**Accord de siège entre le gouvernement du Royaume du Maroc et l'Union africaine relativ à l'établissement du siège de l'Observatoire africain des migrations à Rabat.**

*Dahir n° 1-19-107 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord de siège*

Pages

Pages

*fait à Marrakech le 10 décembre 2018 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et l'Union africaine relativ à l'établissement du siège de l'Observatoire africain des migrations à Rabat. ....*

24

**Dahir n° 1-14-79 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord de coopération fait à Rabat le 13 décembre 2012 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.**

---

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en éllever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord de coopération fait à Rabat le 13 décembre 2012 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire ;

Vu la loi n°58-13 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n°1-14-26 du 4 jounada I 1435 (6 mars 2014) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de coopération fait à Rabat le 13 décembre 2012 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République française pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

*Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

AZIZ AKHANNOUCH.

\*

\* \* \*

**ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT  
DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE**

**Le Gouvernement du Royaume du Maroc,  
et  
le Gouvernement de la République française,**

Ci-après dénommés les « Parties »,

AFFIRMANT leur volonté de développer les liens traditionnels d'amitié entre les deux pays,

DESIREUX d'élargir et de renforcer, dans l'intérêt des deux Etats la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques et non explosives,

CONSIDERANT les engagements respectifs de non-prolifération auxquels les Parties ont souscrit, en particulier au titre du Traité du 1er juillet 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires (ci-après désigné par le « T.N.P. ») et les obligations internationales pertinentes, en particulier la résolution 1540 du Conseil de sécurité,

SOULIGNANT l'importance pour chacune des Parties de la sécurité de ses approvisionnements énergétiques,

Considérant l'Accord entre la France, la communauté européenne de l'énergie atomique et l'agence internationale de l'énergie atomique (ci-après désigné « L'A.I.E.A. »), relatif à l'application de garanties en France signé les 20 et 27 juillet 1978 et le protocole additionnel signé entre la France, la communauté européenne de l'énergie atomique et l'AIEA le 22 septembre 1998 ;

Considérant l'Accord de garanties généralisées conclu entre le Maroc et l'AIEA entré en vigueur le 18 février 1975 et l'intention du Maroc de ratifier le protocole additionnel à cet accord, signé le 22 septembre 2004 ;

CONSIDERANT également la volonté des Parties de prendre les dispositions de leur ressort nécessaires pour un développement de l'énergie nucléaire sûr, dans le respect des principes et dispositions prévus par la Convention pour la sûreté nucléaire, la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et son amendement, la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, et la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou d'urgence radiologique et la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

### **Article I**

1. Les Parties entendent développer leur coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique et non explosive de l'énergie nucléaire, dans le respect des principes qui gouvernent leur politique nucléaire respective et conformément aux stipulations du présent Accord, ainsi que des Accords et engagements internationaux pertinents en matière de non-prolifération auxquels elles ont par ailleurs souscrit.

2. La coopération mentionnée à l'alinéa premier peut couvrir les domaines suivants:

- prospection, exploration et exploitation de gisements d'uranium;
- extraction de l'uranium à partir des phosphates;
- production d'énergie et dessalement de l'eau à partir de réacteurs nucléaires;
- recherche fondamentale et appliquée ne requérant pas, pour ce qui concerne les réacteurs de recherche, l'utilisation d'uranium enrichi à 20 % et plus en isotope 235;
- formation des ressources humaines dans le domaine des usages pacifiques de l'énergie nucléaire;
- développement des applications de l'énergie nucléaire dans les domaines de l'agronomie, de la biologie, des sciences de la terre, de la médecine et de l'industrie;
- gestion du combustible usé, et des déchets radioactifs ;
- sûreté nucléaire, radioprotection et protection de l'environnement;
- sécurité nucléaire;
- élaboration de la législation et de la réglementation dans le domaine nucléaire ainsi que l'élaboration de normes et guides de sûreté et de sécurité dans le domaine nucléaire ;
- prévention et réaction aux situations d'urgence liées à des accidents ou incidents nucléaires ;
- information du public en vue de l'acceptation de l'énergie nucléaire; ou tout autre domaine décidé d'un commun accord entre les Parties.

3. La coopération peut prendre les formes suivantes:

- échange et formation de personnels scientifiques et techniques;
- échange d'informations scientifiques et techniques;
- échange de logiciels et codes de calcul ;

- participation de personnels scientifiques et techniques de l'une des Parties à des activités de recherche-développement de l'autre Partie;
  - conduite en commun d'activités de recherche et d'*ingénierie*, y compris des recherches et expérimentations conjointes ;
  - organisation de conférences et colloques scientifiques et techniques;
  - fourniture de matières, matières nucléaires, équipements, installations, technologies et prestations de service.
- ou toute autre forme de coopération décidée d'un commun accord entre les Parties.

## **Article II**

Les conditions d'application de la coopération définie à l'article I sont précisées, au cas par cas, dans le respect des dispositions du présent Accord:

- par des accords spécifiques entre les Parties ou les organismes concernés, désignés par elles, pour préciser notamment les programmes et les modalités des échanges scientifiques et techniques;
- par des contrats conclus entre les organismes, entreprises et établissements concernés, pour les réalisations industrielles et la fourniture de services, matières, matières nucléaires, équipements, installations ou de technologie.

Les Parties conviennent que la participation à la mise en oeuvre de la coopération dans le cadre du présent Accord d'organismes, entreprises ou établissements français ou marocains sur le territoire du Maroc, n'exclut en aucune manière leur participation, ou celle d'organismes, d'entreprises ou d'établissements ayant un lien direct ou indirect avec eux, à tout autre programme contribuant aux objectifs du présent Accord. Toutefois, une telle participation sera décidée d'un commun accord entre les deux Parties

## **Article III**

Chacune des Parties veille à ce que sa réglementation à caractère administratif, fiscal et douanier permette la bonne exécution de l'Accord de Coopération ainsi que des Accords et Contrats conclus ultérieurement dans le cadre du présent Accord.

## **Article IV**

Les Parties garantissent la sécurité et préservent le caractère confidentiel des données techniques et des informations désignées comme telles par la Partie qui les a fournies dans le cadre du présent Accord. Les données techniques et les informations échangées ne sont pas communiquées à des tiers, publics ou privés, sans accord préalable donné par écrit par la Partie fournissant la donnée technique ou l'information.

Pour la mise en œuvre des dispositions du présent article, les Parties s'engagent à conclure un accord en matière de sécurité et de confidentialité des informations et données techniques.

### **Article V**

Les Parties s'engagent à faciliter, dans la mesure de leurs moyens, la fourniture régulière de combustibles ou de services dans le domaine du cycle du combustible nécessaires à assurer l'alimentation des installations qui seraient développées ou fournies dans le cadre du présent Accord.

### **Article VI**

Les parties veillent à atteindre et maintenir, dans les coopérations mises en oeuvre en application du présent Accord, le plus haut niveau de sûreté et de sécurité nucléaires.

### **Article VII**

Les droits de propriété intellectuelle acquis dans le cadre de la coopération prévue par le présent Accord sont attribués au cas par cas dans les accords spécifiques et les contrats visés à l'article II du présent Accord.

### **Article VIII**

1- pour la réparation des dommages causés par un accident ou incident nucléaire survenant dans le cadre de la présente coopération, les Parties appliquent le régime de responsabilité civile nucléaire établie par la Convention de Vienne du 21 mai 1963, pour ce qui concerne le Maroc et la Convention de Paris du 29 juillet 1960, pour ce qui concerne la France, ainsi que les Protocoles d'amendements à ces Conventions auxquels elles sont parties.

Les Parties veillent ainsi à ce que les principes communs à ces deux conventions soient respectés: la responsabilité exclusive des exploitants d'installations nucléaires ; la responsabilité de l'exploitant sans nécessité de démontrer la faute, la négligence ou l'intention; l'attribution exclusive de la juridiction aux tribunaux du pays où a lieu un incident nucléaire; la responsabilité limitée dans son montant; et l'indemnisation du dommage sans aucune discrimination basée sur la nationalité, le domicile ou la résidence.

Les Parties appliqueront le protocole commun à ces deux conventions du 21 septembre 1988 lorsqu'elles l'auront ratifié.

2- Dans ce cadre, les exploitants d'installation nucléaires des Parties contractent les assurances ou garanties nucléaires nécessaire.

## **Article IX**

Les Parties s'assurent que les matières, matières nucléaires, équipements, installations et la technologie transférés dans le cadre du présent Accord ainsi que les matières nucléaires obtenues ou récupérées comme sous-produits, ne sont utilisés qu'à des fins pacifiques et non explosives.

## **Article X**

1. Toutes les matières nucléaires détenues ou transférées au Royaume du Maroc en vertu du présent Accord et notifiées par la République Française à cet effet, ainsi que toutes générations successives de matières nucléaires récupérées ou obtenues comme sous-produits, sont soumises aux contrôles de l'A.I.E.A. en vertu de l'Accord de garanties entre le Royaume du Maroc et l'A.I.E.A. entré en vigueur le 18 février 1975, s'appliquant à toutes les matières nucléaires dans toutes les activités nucléaires exercées sur le territoire du Royaume du Maroc, sous sa juridiction ou entreprises sous son contrôle en quelque lieu que ce soit, et qui sera complété le moment venu par un protocole additionnel.

2. Toutes les matières nucléaires transférées à la République française en vertu du présent Accord et notifiées par le Royaume du Maroc à cet effet, ainsi que toutes générations successives de matières nucléaires récupérées ou obtenues comme sous-produits, sont soumises aux contrôles de sécurité appliqués par la Communauté Européenne de l'Energie Atomique, et au système de garanties de l'A.I.E.A. en application de l'Accord entre la France, la Communauté Européenne de l'Energie Atomique et l'A.I.E.A. relatif à l'application de garanties en France, signé les 20 et 27 juillet 1978, tel qu'il a été complété par le protocole additionnel signé le 22 septembre 1998.

## **Article XI**

Au cas où les garanties de l'A.I.E.A. visées à l'article X du présent Accord ne pourraient s'appliquer sur le territoire de l'une ou de l'autre Partie, les Parties s'engagent à entrer aussitôt en rapport en vue de soumettre dans les délais les plus brefs les matières nucléaires transférées ou obtenues en application du présent Accord, ou produites dans ou à l'aide de la technologie transférée, ainsi que toutes générations successives de matières nucléaires obtenues ou récupérées comme sous-produits, à un dispositif mutuellement agréé de garanties, d'une efficacité et d'une portée équivalentes à celles précédemment appliquées par l'A.I.E.A. à ces matières nucléaires.

## **Article XII**

Les matières, matières nucléaires, équipements, installations et la technologie mentionnés à l'article IX du présent Accord restent soumis aux dispositions du présent Accord jusqu'à ce que:

- a) ils aient été transférés ou retransférés hors de la juridiction de la Partie

destinataire conformément aux dispositions de l'article XIV du présent Accord, ou que

- b) les Parties décident d'un commun accord de les y soustraire, ou que
- c) il soit établi, pour ce qui concerne les matières nucléaires, qu'elles ne sont pratiquement plus récupérables pour être mises sous une forme utilisable pour une quelconque activité nucléaire pertinente du point de vue des garanties visées à l'article X du présent Accord.

### **Article XIII**

1. Chaque Partie veille à ce que les matières, matières nucléaires, équipements, installations et la technologie visés à l'article IX du présent Accord soient uniquement détenus par des personnes placées sous sa juridiction et habilitées à cet effet.

2. Chaque Partie s'assure que, sur son territoire ou, hors de son territoire jusqu'au point où cette responsabilité est prise en charge par l'autre Partie ou par un Etat tiers, les mesures adéquates de protection physique des matières, matières nucléaires, équipements et installations visés par le présent Accord sont prises, conformément à sa législation nationale et aux engagements internationaux auxquels elle est partie, en particulier aux dispositions de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et de son amendement, ainsi que tout amendement agréé ultérieurement par les parties.

3. Les niveaux de protection physique sont au minimum ceux qui sont spécifiés à l'annexe 1 de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Chaque Partie se réserve le droit, le cas échéant, conformément à sa réglementation nationale, d'appliquer sur son territoire des critères plus stricts de protection physique.

4. La mise en oeuvre des mesures de protection physique relève de la responsabilité de chaque Partie à l'intérieur de sa juridiction. Dans la mise en oeuvre de ces mesures, chaque Partie s'inspire du document de l'A.I.E.A. INFCIRC 225/Rev.4.

Les modifications des recommandations de l'A.I.E.A. en relation avec la protection physique n'ont d'effet aux termes du présent Accord que lorsque les deux Parties se sont informées mutuellement par écrit de leur acceptation d'une telle modification.

### **Article XIV**

1. Au cas où l'une des Parties envisage de retransférer hors de sa juridiction des matières, matières nucléaires, équipements, installations et technologies visés à l'article IX, ou de transférer des matières, matières nucléaires, installations, équipements et technologies visés à l'article IX provenant des équipements ou installations transférés à l'origine ou obtenus grâce aux équipements, installations ou technologies transférés dans le cadre de cet Accord, elle ne le fait qu'après avoir obtenu les mêmes assurances, en

particulier d'usage pacifique et non explosif, que celles prévues par le présent Accord.

2. En outre, la partie qui envisage un transfert ou un retransfert conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, obtient au préalable le consentement de la partie fournisseur:

- a) pour tout retransfert d'installations, équipements ou technologies tels que définis à l'annexe et fournis en vertu du présent accord;
- b) Pour tout transfert d'installations ou d'équipements provenant des installations ou équipements mentionnés au paragraphe a), ou conçus à partir des technologies visées au paragraphe a) ci-dessus;
- c) Pour tout transfert ou retransfert d'uranium enrichi à plus de 20 % en isotopes 233 ou 235 ou de plutonium produit ou récupéré à partir de matières nucléaires transférées en vertu du présent Accord, ou pour tout retransfert de matières nucléaires transférées en vertu du présent Accord au Royaume du Maroc.

3. À l'intérieur de l'Union Européenne, les transferts et retransferts de matières nucléaires, d'équipements, d'installations sont soumis aux dispositions du chapitre IX du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique et les transferts de technologies sont soumis aux règlements instituant un régime communautaire de contrôle des exportations de biens et technologies à double usage.

### **Article XV**

Aucune des dispositions du présent Accord ne peut être interprétée comme portant atteinte aux obligations qui, à la date de sa signature, résultent de la participation de l'une ou l'autre Partie à d'autres accords internationaux pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, notamment pour la Partie française, de son appartenance à la Communauté Européenne de l'énergie atomique et à l'Union européenne.

### **Article XVI**

Pour mener à bien ces activités, les Parties établissent, à compter de l'entrée en vigueur du Présent Accord, un comité conjoint qui coordonne et assure le suivi des programmes de coopération qui résultent de cet Accord. La structure, la composition et les procédures de ce comité sont décidées d'un commun accord entre les Parties.

### **Article XVII**

Le présent Accord peut être modifié par accord écrit entre les Parties.

### **Article XVIII**

- 1. Le présent Accord est conclu pour une durée de vingt ans et peut être

dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des Parties. Toute dénonciation doit être notifiée par écrit avec un préavis de six mois.

A l'issue de cette période de vingt ans, il demeure en vigueur tant qu'il n'a pas été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent.

2. En cas de dénonciation du présent Accord conformément à la procédure mentionnée au paragraphe 1 du présent Article,

- les dispositions pertinentes du présent Accord demeurent applicables aux accords spécifiques et aux contrats signés en vertu de l'article II, qui sont en vigueur;

- les dispositions des articles IV, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII et XIV continuent à s'appliquer aux matières, matières nucléaires, équipements, installations et à la technologie visés à l'article IX transférés en application du présent Accord, ainsi qu'aux matières nucléaires récupérées ou obtenues comme sous-produits.

### **Article XIX**

Chaque Partie notifie à l'autre Partie l'accomplissement des procédures requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Celui-ci entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Gouvernements dûment autorisés à cet effet ont signée le présent Accord.

Fait à Rabat, le 13 décembre 2012 en deux exemplaires, en langues arabe et française, les deux textes étant authentiques et faisant également foi.

**Pour**  
**le Gouvernement du**  
**Royaume du Maroc**

**Saad Dine EL OTMANI**  
Ministre des Affaires Etrangères  
et de la Coopération

**Pour**  
**le Gouvernement de**  
**la République française**

**Laurent FABIUS**  
Ministre des Affaires Etrangères

\*  
\* \* \*

## ANNEXE

Aux fins du présent Accord:

- a) « matières » signifie les matières non nucléaires destinées aux réacteurs, spécifiées au paragraphe 2 de l'Annexe B des Directives du Groupe des fournisseurs nucléaires publiées par l'A.I.E.A. dans le document INFCIRC/254/Rev.9/Part.1 (ci-après désignés par « les Directives ») ;
- b) « matières nucléaires » signifie toute «matière brute» ou tout « produit fissile spécial » conformément à la définition de ces termes figurant à l'article XX du Statut de l'A.I.E.A.;
- c) «équipements » signifie les composants principaux spécifiés aux paragraphes 1, 4 et 7 de l'Annexe B des Directives;
- d) « installations » signifie les usines visées aux paragraphes 1, 4 et 7 de l'Annexe B des Directives;
- e) par « technologie », il convient d'entendre l'information spécifique nécessaire pour le « développement », la « production » ou l'« utilisation » de tout article figurant à l'annexe B des Directives, à l'exception des données communiquées au public, par exemple par l'intermédiaire de périodiques ou de livres publiés, ou qui ont été rendues accessibles sur le plan international sans aucune restriction de diffusion.

Cette information peut prendre la forme de « données techniques » ou d'« assistance technique ».

Le «développement» se rapporte à toutes les phases précédant la «production», telles que notamment les études, recherches relatives à la conception, aux assemblages et essais de prototypes et plans d'exécution.

Par « production », il convient d'entendre toutes les phases de la production telles que notamment la construction, ingénierie de production, fabrication, intégration, assemblage, inspection, essai, assurance de la qualité.

Par «utilisation », il convient d'entendre la mise en oeuvre, l'installation (y compris l'installation sur le site même), l'entretien, les réparations, le démontage de révision et la remise en état.

L'« assistance technique » peut prendre des formes telles que l'instruction, les qualifications, la formation, les connaissances pratiques, les services de consultation.

Les « données techniques » peuvent être constituées de calques, schémas, plans,

manuels et modes d'emploi sous une forme écrite ou enregistrée sur d'autres supports tels que disques, bandes magnétiques ou mémoires passives.

f) « information » signifie tout renseignement, toute documentation ou toute donnée, de quelque nature que ce soit, transmissible sous une forme physique, portant sur des matières, des équipements, des installations ou de la technologie soumis au présent Accord, à l'exclusion des renseignements, documentations et données accessibles au public.

**Dahir n° 1-14-81 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention d'extradition faite à Londres le 15 avril 2013 entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.**

---

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention d'extradition faite à Londres le 15 avril 2013 entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

Vu la loi n° 55-13 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-14-27 du 4 jounada I 1435 (6 mars 2014) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention d'extradition faite à Londres le 15 avril 2013 entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

**AZIZ AKHANNOUCH.**

**Dahir n° 1-16-94 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord fait à Rome le 8 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds international de développement agricole relatif à l'établissement d'un Bureau de pays.**

---

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord fait à Rome le 8 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds international de développement agricole relatif à l'établissement d'un Bureau de pays ;

Vu la loi n° 75-15 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-16-74 du 17 chaabane 1437 (24 mai 2016) ;

Considérant la notification du Royaume du Maroc de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rome le 8 mai 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Fonds international de développement agricole relatif à l'établissement d'un Bureau de pays.

*Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

**AZIZ AKHANNOUCH.**

\*

\* \* \*

**ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC  
ET LE FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE  
RELATIF A L'ETABLISSEMENT D'UN BUREAU DE PAYS**

**ATTENDU** que le Fonds international de développement agricole ("FIDA" ou le "Fonds"), institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies, souhaite établir un bureau de pays dans le Royaume du Maroc afin d'apporter un appui à ses opérations et de renforcer ses partenariats;

**ATTENDU** que le Gouvernement du Royaume du Maroc (le "Gouvernement") accepte d'autoriser l'établissement d'un tel bureau;

**ATTENDU** que le Royaume du Maroc a signé le 22 décembre 1976 et ratifié le 16 décembre 1977 l'Accord portant création du FIDA;

**ATTENDU** que le Royaume du Maroc a adhéré le 28 avril 1958 à la Convention sur les priviléges et immunités des institutions spécialisées en date du 21 novembre 1947 (la "Convention") dont les dispositions font partie intégrante du présent accord;

**EN CONSEQUENCE DE QUOI**, le Gouvernement du Royaume du Maroc et le FIDA conviennent de ce qui suit:

*Article I*  
**DEFINITIONS**

Aux fins du présent accord:

- a) "Bureau" désigne le Bureau de pays établi par le FIDA dans le Royaume du Maroc.
- b) "membres du personnel du FIDA" désigne le Représentant du FIDA dans le Royaume du Maroc et tous les autres membres du personnel du FIDA dont la liste est communiquée au Gouvernement.
- c) "le Représentant du FIDA" désigne le Représentant du FIDA dans le Royaume du Maroc, nommé par le Président du FIDA et accrédité par le Gouvernement.
- d) "membres de la famille" désigne les conjoint, parents, enfants et, sous réserve de l'accord du Gouvernement, d'autres personnes qui sont dépendantes financièrement d'un membre du personnel du FIDA.
- e) "Représentants des États membres" désigne tous les remplaçants, conseillers et experts techniques qui assistent les représentants et secrétaires des délégations.

***Article II***  
**PERSONNALITE JURIDIQUE DU FONDS**

1. Le Gouvernement reconnaît, conformément aux lois du Royaume du Maroc, la personnalité juridique du Fonds, et en particulier sa capacité:
  - a) de contracter;
  - b) d'acquérir et de vendre des biens meubles et immeubles; et
  - c) d'ester en justice.
2. Le Gouvernement permet au Fonds d'acheter ou de louer des locaux pour y installer son Bureau.
3. Le Bureau est habilité à arborer l'emblème du Fonds sur ses locaux et sur ses véhicules.

***Article III***  
**DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL**

1. Les priviléges et immunités prévus dans le présent accord n'ont pas pour objet d'assurer un avantage personnel à leurs bénéficiaires; ils ont pour but exclusif d'assurer au Bureau un fonctionnement libre quelles que soient les circonstances et de préserver la totale indépendance des personnes auxquelles ces priviléges et immunités sont accordés.
2. Le Président du FIDA a le droit de lever cette immunité dans tous les cas où il considère qu'elle empêcherait que justice ne soit faite et où l'immunité peut être levée sans nuire au but pour lequel elle a été accordée et sans porter préjudice aux intérêts du Bureau.
3. Le Président du FIDA prendra toutes les mesures nécessaires pour prévenir un quelconque abus des priviléges et immunités accordés en vertu du présent accord; il adoptera à cet effet toute réglementation, applicable aux membres du personnel du FIDA et autres personnes concernées, qui sera jugée nécessaire et appropriée.
4. Les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les personnes visées par le présent accord que le Gouvernement entretienne ou non des relations diplomatiques avec l'État dont ces personnes sont ressortissantes, ou que cet État accorde ou non des priviléges et immunités similaires aux agents diplomatiques et aux ressortissants du Royaume du Maroc.
5. Le Gouvernement devra répondre à toutes réclamations que des tiers pourraient présenter contre le Fonds ou contre des membres de son personnel, des consultants ou d'autres personnes fournissant des services au nom du Fonds; il mettra hors de cause le Fonds et les personnes mentionnées ci-dessus en cas de réclamation et les dégagera de toute responsabilité, sauf si le Gouvernement et le Fonds conviennent que ladite réclamation ou ladite responsabilité résulte d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle desdites personnes.
6. Lorsque le présent accord impose des obligations aux autorités compétentes, c'est au Gouvernement qu'il appartient, en dernier ressort, de s'assurer de la satisfaction de ces obligations.

**Article IV**  
**INVOLABILITE DU BUREAU**

1. Les biens et les avoirs du Fonds, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où le Fonds y a expressément renoncé dans un cas particulier. Il est entendu toutefois que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution.
2. Les locaux du Bureau sont inviolables. Ses biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.
3. Les archives du Bureau, et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par le Bureau sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent.
4. Les fonctionnaires ou agents du Royaume du Maroc ne pourront pénétrer dans le Bureau en leurs qualités officielles qu'à la demande ou avec le consentement exprès du Représentant du FIDA ou de son délégué. En cas de *force majeure*, d'incendie ou de toute autre calamité exigeant des mesures urgentes de protection, le consentement du Représentant du FIDA sera présumé avoir été donné. Cependant, à la demande du Représentant du FIDA, toute personne ayant pénétré dans le Bureau sur la base d'une telle présomption devra quitter le Bureau immédiatement.
5. Les autorités compétentes du Royaume du Maroc prendront, dans la mesure du possible, toutes les mesures nécessaires pour protéger le Bureau contre toute intrusion ou atteintes, et pour en assurer la tranquillité.

**Article V**  
**SERVICES PUBLICS ET COMMUNICATIONS**

1. Le Gouvernement s'engage à assister le Bureau, pour l'obtention et la mise à disposition, le cas échéant, des services publics nécessaires à des conditions équitables. Les coûts de ces services sont à la charge du Bureau. En cas d'interruption ou de menace d'interruption de l'un quelconque de ces services, les autorités compétentes prendront les mesures nécessaires pour éviter que les activités du Bureau ne soient affectées par une telle situation.
2. Les communications du Bureau seront protégées conformément aux conditions et limitations définies aux sections 11 et 12 de la Convention.

*Article VI*  
**FACILITES FINANCIERES ET EXONERATION D'IMPOTS OU DE TAXES**

1. Sans être astreint à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers, le Bureau:
  - a) peut détenir des fonds, de l'or ou des devises de toute nature et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie; et
  - b) peut transférer librement ses fonds, or ou devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par le Bureau en toute autre monnaie.
2. Le Bureau, ses avoirs, revenus et autres biens sont:
  - a) exonérés de tout impôt direct;
  - b) exonérés de tout droit de douane à l'égard d'objets importés ou exportés par le Bureau pour son usage officiel; et
  - c) exonérés de tout droit de douane à l'égard de ses publications.
3. Les véhicules utilisés par le Bureau peuvent être admis sous le régime de l'admission temporaire avec immatriculation dans la série spéciale (plaques jaunes) sur présentation d'un bon de franchise délivré par le Ministère des affaires étrangères et de la coopération du Royaume du Maroc.
4. Bien que le Bureau ne revendiquera pas, en règle générale, l'exonération des droits d'accise et des taxes à la vente entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers, cependant, quand il effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, le Gouvernement prendra, chaque fois qu'il lui sera possible, les arrangements administratifs appropriés en vue de la remise ou du remboursement du montant de ces droits et taxes.

*Article VII*  
**ENTREE, VOYAGE ET SEJOUR**

1. Les laissez-passer des Nations Unies délivrés aux membres du personnel du FIDA sont reconnus et acceptés comme titres valables de voyage par le Gouvernement.
2. Les demandes de visas (lorsque des visas sont nécessaires) émanant des membres du personnel du FIDA titulaires de laissez-passer des Nations Unies devront être examinées dans le plus bref délai possible. En outre, des facilités de voyage rapide seront accordées aux titulaires de ces laissez-passer.
3. Des facilités analogues à celles qui sont mentionnées au paragraphe 2 seront accordées aux experts et autres personnes qui, sans être munis d'un laissez-passer des Nations Unies, seront porteurs d'un certificat attestant qu'ils voyagent pour le compte du FIDA.
4. Le Gouvernement facilitera l'entrée et le départ du Royaume du Maroc pour les déplacements à destination ou en provenance du Bureau, des personnes exerçant des fonctions officielles au sein du Bureau ou invitées par ce dernier.

5. Le Gouvernement s'engage à autoriser le Représentant du FIDA, les membres du personnel du FIDA et toute autre personne invitée par le Bureau et les membres de leur famille à entrer dans le Royaume du Maroc et à séjourner dans le pays pendant toute la durée de leurs fonctions ou missions auprès du Bureau.
6. Le Représentant du FIDA fournira au Gouvernement une liste des membres du personnel du FIDA (incluant les membres de leur famille) et l'informera de tout changement intervenant dans cette liste. Dès qu'il sera avisé de la nomination des membres du personnel du FIDA, le Gouvernement délivrera à chacune de ces personnes une carte officielle portant la photographie de son titulaire et l'identifiant comme membre du Bureau. Cette carte sera reconnue par les autorités compétentes comme faisant foi de l'identité de la personne et de sa qualité de membre du Bureau.

#### *Article VIII*

#### **PRIVILEGES ET IMMUNITES DES MEMBRES DU PERSONNEL DU FIDA**

1. En vertu de la Convention et de son annexe XVI relative au Fonds, les membres du personnel du FIDA et les membres de leur famille jouissent, dans le Royaume du Maroc, des priviléges et immunités suivants:
  - a) immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);
  - b) en ce qui concerne les traitements et émoluments qui leur sont versés par le FIDA, des mêmes exonérations d'impôt que celles dont jouissent les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et dans les mêmes conditions;
  - c) absence de soumission, en même temps que leur conjoint et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux mesures restrictives relatives à l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;
  - d) en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes priviléges que les membres des missions diplomatiques d'un rang comparable;
  - e) des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques de rang comparable en période de crise internationale, ainsi que leur conjoint et les membres de leur famille vivant à leur charge;
  - f) du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le Royaume du Maroc. La franchise dans ce cadre est accordée dans les six (6) mois suivant la date de prise de fonction; et
  - g) les membres du Bureau siégeant au Maroc ainsi que les membres de leur famille bénéficient, pour la durée de leur affectation, du régime de l'admission temporaire pour leurs véhicules personnels importés dans les six (6) mois suivant leur affectation au Maroc, avec immatriculation dans la série provisoire (plaques jaunes) et ce, sur présentation d'un bon de franchise délivré par le Ministère des affaires étrangères et de la coopération du Royaume du Maroc. Il est à signaler que les véhicules placés sous le régime de l'admission temporaire ne peuvent être cédés à titre onéreux ou gratuit au profit d'une autre personne éligible au même régime qu'après accord préalable de l'Administration des douanes et du Ministère des affaires étrangères et de la coopération du Royaume du Maroc. En cas de cession à des personnes non éligibles au régime de faveur précité, l'acquittement des droits et taxes demeure exigible. Les véhicules immatriculés en plaques jaunes ne peuvent être immatriculés dans la série normale si leur âge dépasse cinq (5) ans.

2. Outre les priviléges et immunités spécifiés ci-dessus, le Président du FIDA et tout Vice-Président, ainsi que tout fonctionnaire agissant en leur nom, tant en ce qui les concerne qu'en ce qui concerne leurs conjoint et enfants mineurs, jouiront des priviléges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux envoyés diplomatiques.
3. Les représentants des membres aux réunions convoquées par le FIDA jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des priviléges et immunités accordés par la Convention et son annexe XVI relative au Fonds.
4. Les experts (autres que les membres du personnel visés à l'article VI de la Convention), lorsqu'ils exerceront des fonctions auprès des comités du Fonds ou lorsqu'ils accompliront des missions pour ce dernier, jouiront des priviléges et immunités accordés par l'annexe XVI de la Convention relative au Fonds nécessaires à l'exercice effectif de leurs fonctions, y compris durant les voyages effectués à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions auprès de ces comités ou au cours de ces missions.
5. Aucune des dispositions de cet accord ne sera considérée comme modifiant ou amendant la Convention ou l'Accord portant création du FIDA, ou comme altérant ou limitant les droits, priviléges ou immunités prévus et spécifiés dans la Convention et dans l'Accord portant création du FIDA.

*Article IX*  
**INTERPRETATION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS**

1. Le présent accord sera interprété au vu de son principal objectif, qui est de permettre au Bureau de mener ses activités de manière pleine et efficace.
2. Lorsque une allégation est fondée, la partie en défaut doit s'engager par écrit à remédier à l'infraction et à aviser l'autre partie par écrit des mesures prises ou envisagées pour être prises pour y remédier et empêcher de nouvelles infractions.
3. Tout différend entre le Gouvernement et le Fonds relatif à l'interprétation ou l'application du présent accord ou de tout accord complémentaire fera l'objet de consultations entre les deux parties et sera réglé à l'amiable par voie de négociation. En cas de conflit d'interprétation du présent accord, les parties se réfèreront en premier lieu à la version négociée en français pour résoudre la difficulté. À défaut de parvenir à une solution amiable, les parties prendront toutes les mesures nécessaires pour régler tout différend, désaccord ou réclamations découlant du présent accord ou de tout accord complémentaire par un autre mode de règlement mutuellement convenu.

*Article X*  
**ENTREE EN VIGUEUR, RESILIATION ET MODIFICATION**

1. Le présent accord sera soumis à la ratification du Gouvernement et entrera en vigueur dès que le FIDA recevra du Gouvernement notification de sa ratification conformément aux procédures constitutionnelles marocaines en vigueur.

2. Le présent accord demeurera en vigueur tant que le Bureau restera établi dans le Royaume du Maroc. Toutefois, il pourra être résilié par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de six (6) mois.
3. Les obligations contractées par le Gouvernement et le Bureau en vertu du présent accord ne s'éteindront à sa résiliation qu'au terme de la période nécessaire pour permettre un retrait ordonné des biens, des fonds et des actifs du Fonds et du personnel et des autres personnes qui assurent des services au nom du Fonds.
4. Le présent accord ne pourra être modifié que par accord mutuel écrit entre les parties.

**EN FOI DE QUOI,** les soussignés, représentants dûment autorisés du Gouvernement et du Fonds respectivement, ont, au nom des deux parties, signé le présent accord le 08 mai 2015, à Rome, Italie, en deux (2) exemplaires originaux en langues arabe et française faisant également foi.

Signé:

pour le Gouvernement  
du Royaume du Maroc

Signé:

Pour le Fonds international de  
développement agricole

Hassan Abouyoub

Kanayo F. Nwanze

Ambassadeur

Président

Représentant permanent du

Royaume du Maroc auprès du FIDA

**Dahir n° 1-17-101 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de la Convention relative à la coopération judiciaire en matière pénale, faite à Pékin le 11 mai 2016 entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine.**

---

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention relative à la coopération judiciaire en matière pénale, faite à Pékin le 11 mai 2016 entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine,

Vu la loi n° 52-16 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-17-54 du 8 hija 1438 (30 août 2017),

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention relative à la coopération judiciaire en matière pénale, faite à Pékin le 11 mai 2016 entre le Royaume du Maroc et la République populaire de Chine.

*Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).*

Pour contresignum :

*Le Chef du gouvernement,*

AZIZ AKHANNOUCH.

---

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

**Dahir n° 1-19-107 du 2 ramadan 1445 (13 mars 2024) portant publication de l'Accord de siège fait à Marrakech le 10 décembre 2018 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et l'Union africaine relatif à l'établissement du siège de l'Observatoire africain des migrations à Rabat.**

---

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord de siège fait à Marrakech le 10 décembre 2018 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et l'Union africaine relatif à l'établissement du siège de l'Observatoire africain des migrations à Rabat ;

Vu la loi n° 01-19 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-19-99 du 5 kaada 1440 (8 juillet 2019) ;

Considérant la notification du Royaume du Maroc de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de siège fait à Marrakech le 10 décembre 2018 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et l'Union africaine relatif à l'établissement du siège de l'Observatoire africain des migrations à Rabat.

*Fait à Rabat, le 2 ramadan 1445 (13 mars 2024).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

AZIZ AKHANNOUCH.

\*

\* \* \*

**ACCORD DE SIEGE**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC**

**ET**

**L'UNION AFRICAINE**

**RELATIF A L'ETABLISSEMENT DU SIEGE DE**

**L'OBSERVATOIRE AFRICAIN DES MIGRATIONS A RABAT**

**Le Gouvernement du Royaume du Maroc**

et

**L'Union africaine, représentée par la Commission de l'Union africaine.**

Ci-après dénommés les « Parties »

**Vu l'Acte constitutif de l'Union africaine ;**

**Reconnaissant l'engagement du Royaume du Maroc, sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Leader de l'Union africaine pour la migration, aux niveaux national, régional et international, dans des politiques migratoires guidées par les principes fondamentaux du Droit international;**

**Déterminés à mettre en œuvre la décision [Assembly/AU/Dec.695 (XXXI)] de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine, adoptée lors de sa trente et unième Session ordinaire tenue, du 1er au 2 juillet 2018, à Nouakchott, sur l'établissement de l'Observatoire Africain des Migrations au Royaume du Maroc et sa mise en place accélérée;**

**Rappelant les objectifs de l'Observatoire Africain des Migrations, portant principalement sur la collecte des données, l'échange d'informations et la coordination entre les pays africains, la création des synergies avec les initiatives continentales existantes sur la migration, et leur appui à travers le partage des données et de connaissances, afin de relever efficacement les défis liés aux flux migratoires en Afrique;**

**Conformément à la décision du Conseil exécutif EX.CL/195 (VII) Rév. 1 annexe III, adoptant les critères d'accueil qui ont ensuite été approuvés par la cinquième session ordinaire de l'Assemblée tenue à Syrte (Libye) les 4 et 5 juillet 2005;**

**Désireux de déterminer par le présent Accord les conditions générales et les modalités d'établissement et de fonctionnement de l'Observatoire Africain des Migrations au Royaume du Maroc.**

**Sont convenus de ce qui suit :**

### **Article 1 Définitions**

Aux fins du présent Accord, on entend par :

**Commission/ CUA** : la Commission de l'Union africaine établie par l'article 20 de l'Acte constitutif de l'Union africaine.

**Etats Membres** : les Etats membres de l'Union africaine.

**Pays-hôte/ Gouvernement** : le Gouvernement du Royaume du Maroc.

**OAM/ Observatoire** : l'Observatoire Africain des Migrations.

**Pays-hôte** : le Royaume du Maroc.

### **Article 2 Objet**

Le présent Accord a pour objet de fixer les dispositions sur la base desquelles l'OAM s'établit et exerce ses fonctions et activités au Royaume du Maroc.

### **Article 3 Personnalité juridique**

Le Gouvernement reconnaît, conformément aux lois marocaines en vigueur, la personnalité juridique de l'OAM et, en particulier, sa capacité de :

- (a) conclure des contrats,
- (b) acquérir et d'aliéner des biens mobiliers et immobiliers,
- (c) ester en justice.

### **Article 4 Inviolabilité du Siège**

1. Le siège de l'OAM est inviolable. Ses biens et avoirs, en quelque endroit qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

2. Les fonctionnaires ou agents du Gouvernement marocain ne pourront pénétrer dans les locaux de l'OAM en leurs qualités officielles qu'à la demande ou avec le consentement du responsable désignée pour diriger l'OAM ou son Adjoint. Ce consentement peut être présumé dans le cas de force majeure, d'incendie ou de toute autre calamité nécessitant des mesures immédiates de protection.
3. Les autorités compétentes du Royaume du Maroc prennent, dans la mesure du possible, toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection du siège de l'OAM et maintenir l'ordre dans son voisinage immédiat.
4. Les archives de l'OAM, et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant sont inviolables.
5. L'OAM ne doit pas permettre que son Siège serve de refuge à une personne poursuivie à la suite d'un crime ou d'un délit flagrant, ou objet d'un mandat de justice ou d'une condamnation pénale émanant des Autorités marocaines.
6. Les facilités ci-dessus ne peuvent en aucune manière être interprétées comme interdisant l'adoption par les Autorités marocaines compétentes de mesures de sécurité appropriées.

#### **Article 5** **L'offre du Gouvernement marocain**

1. Conformément à la Décision relative aux critères pour accueillir des Organes de l'Union entérinée par la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement (EX.CL/195 (VII) Rev.1 Annexe III), l'Etat hôte s'engage à mettre à la disposition de l'Observatoire des locaux meublés à usage de bureaux, autres équipements et fournitures nécessaires au démarrage effectif des activités de l'Observatoire.
2. Sans préjudice de l'alinéa 1 du présent article, rien ne doit empêcher le gouvernement du Royaume du Maroc d'offrir plus de facilités pour l'Observatoire, tant qu'il le jugera nécessaire.
3. Les spécificités techniques des locaux et des équipements définitifs de l'Observatoire sont convenues par les deux parties dans un délai convenable à compter de la signature du présent Accord de siège.

#### **Article 6** **Facilités**

Le Gouvernement s'efforce, dans la mesure des moyens dont il dispose, de faire assurer, conformément aux demandes qui lui seraient faites par le responsable désigné pour diriger l'OAM ou son Adjoint, les services publics nécessaires au siège, notamment le service postal, téléphonique, l'électricité et l'eau.

## **Article 7**

### **Privilèges et Exonérations**

1. L'OAM, ses biens, fonds, avoirs et autres biens, affectés à son usage officiel, jouissent sur le territoire du Maroc des priviléges suivants :
  - a) Exonération de tout impôt direct ;
  - b) Exonération de tout droit de douane à l'égard d'objets importés ou exportés pour l'usage officiel ; et
  - c) Exonération à l'égard de leurs publications.
2. Sans être astreint à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financier, l'OAM, dans le cadre de ses activités officielles, peut librement :
  - a) détenir par les voies autorisées des fonds ou des devises de toute nature et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie ;
  - b) transférer ses fonds et ses devises à l'intérieur du territoire marocain et à destination ou en provenance du Royaume du Maroc et de convertir toute devise détenue par lui en toute autre monnaie.
3. L'OAM est exempt de toutes prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard des objets servant à l'accomplissement de sa mission. Cette exemption s'applique notamment aux mobiliers, aux fournitures, matériels, et équipements et ce, conformément à la législation marocaine en vigueur.
4. Les véhicules utilisés par l'OAM sont admis sous le régime de l'admission temporaire avec immatriculation dans la série spéciale (O), conformément aux dispositions des lois et règlementations marocaines en vigueur.

## **Article 8**

### **Facilités de Communication**

1. L'OAM bénéficie sur le territoire du Pays-hôte, pour ses communications et sa correspondance officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé par le Gouvernement aux Organisations internationales ou Missions diplomatiques au Royaume du Maroc, en matière de priorités, tarifs et taxes s'appliquant au courrier et aux différentes formes de communication et correspondance.
2. L'OAM a le droit d'employer des codes pour ses communications et sa correspondance officielles, d'expédier et de recevoir sa correspondance par des courriers ou valises scellées, qui bénéficient des mêmes priviléges et immunités que les courriers et valises diplomatiques. Les valises diplomatiques doivent porter visiblement l'emblème de l'UA et doivent contenir seulement des documents ou articles prévus pour usage officiel, et le courrier sera fourni avec un « Certificat Courrier » délivré par l'UA.

**Article 9**  
**Priviléges et Immunités des Fonctionnaires de l'OAM**

1. Les fonctionnaires de l'OAM, à l'exception des ressortissants marocains et personnes étrangères recrutées localement, jouissent, pour la durée de leur affectation, des priviléges et immunités suivants :
  - a) immunité de juridiction pour les paroles, écrits et tous actes, dont ils sont responsables dans l'exercice de leurs fonctions officielles ;
  - b) exonération de tout impôt sur les traitements et émoluments rémunérant leurs activités à l'OAM ;
  - c) exemption, pour eux-mêmes, leurs conjoints et enfants mineurs à charge, de toute obligation du service national ;
  - d) exemption, pour eux-mêmes, leurs conjoints et enfants mineurs à charge, des mesures restrictives relatives à l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;
  - e) en ce qui concerne les facilités de change, les mêmes priviléges que les membres des Organisations internationales d'un rang comparable;
  - f) des mêmes facilités de rapatriement que les membres des Organisations internationales de rang comparable en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints et enfants mineurs à charge;
  - g) du droit d'importer en franchise des droits et taxes dus à l'importation de leurs mobiliers et effets personnels conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Pays-hôte en vigueur;
  - h) du régime de l'admission temporaire pour leurs véhicules personnels avec immatriculation dans la série spéciale "Organisation Internationale" (O.I.).
  - i) Immunité d'arrestation, de détention
2. Outre les priviléges et immunités spécifiés ci-dessus, le responsable désignée pour diriger l'OAM, son conjoint et ses enfants mineurs à charge, jouissent des immunités, exemptions et priviléges accordés par le Gouvernement aux autres Organisations internationales de rang comparable.
3. Outre les priviléges et immunités accordés aux fonctionnaires de l'OAM au titre de cet Article, les membres du Conseil d'Administration jouissent des priviléges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au Droit international, aux envoyés diplomatiques de rang comparable.
4. Les fonctionnaires de l'OAM sont tenus de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le Pays-hôte.

### **Article 10 Experts et Consultants**

1. Les experts et les consultants, à l'exception des ressortissants marocains et personnes étrangères recrutées localement, jouissent, en cas de besoin, et dans l'exercice de leurs fonctions pendant la durée de leur mission des priviléges et immunités suivants :

- a) immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et écrits ;
- b) immunité personnelle d'arrestation ou de détention ;
- c) exonération des impôts et taxes sur les traitements et émoluments versés par l'OAM, sous réserve de la réglementation en vigueur applicable aux membres des Organisations internationales en mission officielle temporaire ;
- d) immunités et facilités pour leurs effets personnels que celles reconnues aux fonctionnaires de l'OAM ;
- e) inviolabilité de tous papiers et documents quelle qu'en soit la forme et de tous matériels ayant trait à l'exercice de leurs fonctions au service de l'OAM ;
- f) en ce qui concerne les facilités de change, les mêmes facilités que les membres des Organisations internationales en mission officielle temporaire ;
- g) exemption, pour eux-mêmes, leurs conjoints et enfants mineurs à charge, de toute obligation du service national ;
- h) exemption, pour eux-mêmes, leurs conjoints et enfants mineurs à charge, des mesures restrictives relatives à l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers ;
- i) les mêmes facilités de rapatriement que les membres des Organisations internationales en période de crise internationale, ainsi que leurs conjoints et enfants mineurs à charge ;

2. Les experts et consultants sont tenus de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le Pays-hôte.

### **Article 11 Levée de l'immunité**

1. Les priviléges et immunités prévus dans le présent Accord n'ont pas pour objet d'assurer un avantage personnel à leurs bénéficiaires, ils ont pour but exclusif d'assurer à l'OAM un fonctionnement libre quelles que soient les circonstances et de préserver la totale indépendance des personnes auxquelles ces priviléges et immunités sont accordés.

2. Le Président de la Commission peut lever l'immunité dans tous les cas où il estime que cette immunité empêcherait que justice soit faite et qu'elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Union.

3. Le responsable désigné pour diriger l'OAM ou son Adjoint prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir tout abus de priviléges, immunités et facilités accordés en vertu du présent Accord.

### **Article 12 Personnel recruté localement**

1. Les termes et conditions d'emploi des personnes étrangères recrutées localement auprès de l'OAM au Maroc devront être conformes aux dispositions législatives et réglementaires du Pays-hôte en vigueur.

2. Sous réserve des lois et réglementations marocaines en vigueur, les cotisations au régime de retraite et de sécurité sociale sont applicables aux personnes étrangères recrutées localement auprès de l'Observatoire au Maroc.

### **Article 13 Entrée et Séjour**

1. Le Gouvernement s'engage à faciliter, conformément aux règles et procédures du Royaume du Maroc en vigueur, l'entrée et le séjour au Maroc aux personnes suivantes et à leur assurer la protection conformément aux dispositions du présent Accord :

- a) les fonctionnaires et autres employés de l'OAM ainsi que leurs conjoints et leurs enfants mineurs à charge ;
- b) les membres du Conseil d'Administration, les fonctionnaires de la CUA, ainsi que ceux des autres organes de l'UA se rendant en mission officielle auprès de l'OAM ;
- c) les experts et les consultants qui s'acquittent d'une mission pour le compte de l'OAM ainsi que leurs conjoints et leurs enfants mineurs à charge ;
- d) les représentants des Etats membres invités aux réunions et conférences organisées par l'OAM ;
- e) les autres personnes invitées au Siège de l'OAM à des fins officielles, dont les noms sont communiqués au Pays-hôte.

Les facilités spécifiées ci-dessus n'impliquent pas l'exemption de l'obligation de respecter les règlements de quarantaine et de santé en vigueur sur le territoire du Pays-hôte.

2. Le responsable désigné pour diriger l'OAM ou son Adjoint communique au Gouvernement une liste tenue à jour des membres du personnel de l'OAM avec

mention de la catégorie à laquelle ils appartiennent et l'informe de tout changement intervenant dans cette liste.

3. L'OAM communiquera suffisamment à l'avance au Gouvernement, la liste des personnes appelées à participer à ses réunions ou conférences.

#### **Article 14** **Notifications des nominations et Cartes d'identification**

1. L'Union informe le Gouvernement lorsqu'un membre du personnel de l'OAM, un expert, un consultant ou un employé recruté localement prend ou abandonne ses fonctions.

2. Le responsable désigné pour diriger l'OAM ou son Adjoint adressent, une fois par an, au Gouvernement une liste de tous les membres du personnel indiquant leurs catégories. Ils indiquent dans chaque cas si la personne concernée est ou non ressortissant marocain ou recrutée localement.

3. À la demande du responsable désigné pour diriger de l'OAM et, en son absence, de son Adjoint, le Gouvernement délivrera une carte d'identification correspondante à leur qualité et leur grade à toutes les personnes visées dans le présent Accord.

4. Le responsable désigné pour diriger de l'OAM, son conjoint et ses enfants mineurs à charge, bénéficient d'une carte d'identification similaire à celle délivrée pour les représentants des Organisations internationales de rang comparable.

5. Les Fonctionnaires de l'OAM de la catégorie professionnelle du grade P5 et ceux du grade supérieur au P5, leurs conjoints et leurs enfants mineurs à charge, ont le droit à une carte d'identification spéciale similaire à celle délivrée pour les fonctionnaires de bureaux des Organisations internationales de rang comparable.

6. Tous les autres fonctionnaires de l'OAM et autres personnes exerçant des fonctions officielles en son sein, ainsi que leurs conjoints et leurs enfants mineurs à charge, ont le droit à une carte d'identification spéciale correspondant à leur rang.

#### **Article 15** **Sécurité sociale**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et l'OAM s'accordent sur le fait que les membres du personnel de l'OAM travaillant pour le compte de l'OAM sont soumis au régime de retraite et de sécurité sociale établi par l'UA.

**Article 16**  
**Drapeau, emblème et signes distinctifs**

L'OAM a le droit d'arborer le drapeau de l'UA, son emblème et ses signes distinctifs dans ses locaux et sur les véhicules et autres moyens de transport affectés à son usage officiel.

**Article 17**  
**Coopération avec les Autorités Compétentes**

1. Sans préjudice des priviléges et immunités visés dans le présent Accord, les personnes jouissant de tels priviléges et immunités sont tenues de respecter les lois et réglementations du Pays-hôte, et de ne pas s'immiscer dans ses affaires internes.
2. Sans préjudice des priviléges et immunités visés dans le présent Accord, le responsable désigné pour diriger de l'OAM ou l'Adjoint devront coopérer à tout moment avec les autorités marocaines compétentes pour faciliter la bonne administration de la justice, assurer le respect des règlements de police et prévenir tout abus des facilités, priviléges et immunités accordés aux personnes visées dans le présent Accord.

**Article 18**  
**Règlement des différends**

1. Le présent Accord sera interprété au vu de son principal objectif, qui est de permettre à l'OAM de mener ses activités de manière pleine et efficace.
2. Les différends entre les deux Parties résultants de l'interprétation ou de l'application du présent Accord et de tout Accord additionnel seront réglés à l'amiable par la voie diplomatique. A défaut de parvenir à une solution amiable, les Parties prendront toutes les mesures nécessaires pour régler tout différend, désaccord ou réclamation découlant du présent Accord ou de tout Accord additionnel par un autre mode de règlement mutuellement convenu.

**Article 19**  
**Amendements et Révision**

1. Le présent Accord peut être amendé ou révisé, par consentement mutuel, à la demande de l'une ou l'autre des Parties. Les modifications agréées entreront en vigueur conformément aux dispositions de l'Article 20.
2. Les Parties sont habilitées à conclure des Annexes techniques ou Accords additionnels qui font partie intégrante du présent Accord.
3. Des consultations et des négociations pour amender ou réviser le présent Accord peuvent avoir lieu sur la demande d'une des Parties.

**Article 20**  
**Entrée en vigueur et fin de l'Accord**

1. Le présent Accord sera soumis à la signature des deux Parties. Il s'applique provisoirement à la date de sa signature, et entre en vigueur définitivement à la date à laquelle le Gouvernement notifie à la CUA l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises à cet effet.
2. Le présent Accord et tout Accord additionnel demeureront en vigueur pour toute la durée de la présence de l'OAM au Royaume du Maroc.
3. Chaque Partie peut mettre fin au présent Accord ou à tout Accord additionnel conclu entre les Parties en notifiant par écrit son intention, six (6) mois, à l'avance à l'autre Partie.
4. Les obligations contractées par le Gouvernement et l'OAM en vertu du présent Accord et tout Accord additionnel ne s'éteindront à sa résiliation qu'au terme de la période nécessaire pour permettre un retrait ordonné des biens, des fonds et des actifs de l'OAM, ainsi que de son personnel.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont procédé à la signature du présent Accord.

Fait à Marrakech, le 10 décembre 2018, en deux originaux en langues arabe et française. Les deux textes faisant également foi.

Pour  
le Gouvernement du Royaume du Maroc  
Nasser BOURITA  
Ministre des Affaires Etrangères et de  
la Coopération Internationale

Pour  
l'Union africaine  
Moussa FAKI MANAMAT  
Président de la Commission de  
l'Union africaine

## المادة 20

## دخول حيز التنفيذ وإهاؤه

1. يقدم هذا الاتفاق للتوقيع من قبل الطرفين، ويطبق مؤقتاً من تاريخ التوقيع عليه، ويدخل حيز التنفيذ بنهائها من تاريخ قيام الحكومة بإشعار مفوضية الاتحاد الإفريقي باستكمال الإجراءات الدستورية المطلبة لذلك.
2. يظل هذا الاتفاق وأى اتفاق تكميلي ساري المفعول ملواه مدة تواجد المرصد في المملكة المغربية.
3. يمكن لكل من الطرفين إيهام العمل بهذا الاتفاق أو أى اتفاق تكميلي مبرم بين الطرفين، عن طريق إخطار كتابي ببنائه قبل ستة (6) أشهر، موجه إلى الطرف الآخر.
4. تظل الالتزامات التي تعهدت بها الحكومة والمرصد بموجب هذا الاتفاق وأى اتفاق تكميلي سارية المفعول بعد إنتهاءه، إلى حين انقضائه مدة لازمة تسريح بسحابة ممتلكات وأموال وأصول المرصد وكلها موظفيه.

واثباتاً لذلك، قام الموقعان أعلاه، المذول لهم بذلك، بالتوقيع على هذا الاتفاق.

حرر في مراكش، بتاريخ 10 دجنبر 2018، في نسختين أصلتين باللغتين العربية والفرنسية. وللنصبين معاً نفس العجمية.

عن الاتحاد الإفريقي	عن حكومة المملكة المغربية
موسى فكي محمد رئيس مفوضية الاتحاد الإفريقي	ناصر بوريطة وزير الخارجية والتعاون الدولي

المادة 16

العلم والشارفة والعلامات المميزة

يحق للمرصد رفع علم الاتحاد الإفريقي وشارته وعلاماته المميزة داخل مقراته وعلى سيارته وأي وسيلة نقل مخصصة لاستعماله الرسمي.

المادة 17

التعاون مع السلطات المختصة

1- يتعين على الأشخاص الذين يتمتعون بهذه الامتيازات والمحصّنات احترام القوانين والأنظمة المعمول بها في البلد المضيف، وكذا عدم التدخل في شؤونه الداخلية دون الإخلال بالامتيازات والمحصّنات المنصوص عليها في هذا الاتفاق.

2- يجب على المسؤول المعين لتسهيل المرصد أو نالبه أن يتعاونا في أي وقت مع السلطات المختصة لتسهيل إقامة العدالة وضمان احترام أنظمة الشرطة والوقاية من أي سوء استغلال للتسهيلات والامتيازات والمحصّنات المنوحة للأشخاص المشار إليهم في الاتفاق دون الإخلال بالامتيازات والمحصّنات المنصوص عليها في هذا الاتفاق.

المادة 18

تسوية الخلافات

1- يفسر هذا الاتفاق في ضوء شرطه الأساسي، وفق تمكن المرصد من الأضطلاع بمهامه بطريقة كاملة وفعالة.

2- يتم تسوية أي خلاف بين الطرفين بشأن تفسير أو تطبيق هذا الاتفاق وأى اتفاق تكميلي وديا عبر القنوات الدبلوماسية. وفي حالة عدم التوصل إلى حل ودي، يعمل الطرفان على اتخاذ جميع الإجراءات الازمة لحل أي خلاف أو اختلاف أو شكاية مبنية عن هذا الاتفاق أو أى اتفاق تكميلي عن طريق أي تسوية أخرى متواافق بشأنها.

المادة 19

تعديلات ومراجعة

1. يمكن تعديل أو مراجعة هذا الاتفاق بتوافق مشترك، بناء على طلب أحد الطرفين، وتدخل التعديلات المنقولة إليها حيز التنفيذ وفقاً لمقتضيات المادة 20.

2. يمكن للطرفين إبرام ملحق تقني أو اتفاقات تكميلية والتي تشكل جزءاً من هذا الاتفاق.

3. يمكن لأحد الطرفين طلب إجراء مشاورات وفاوضات لتعديل أو مراجعة هذا الاتفاق.

- جـ- الخبراء المستشارون لفائدة المرصد، وكذا أزواجهم وأبناؤهم القاصرين تحت رعايتهم؛
- دـ- ممثلي الدول الأعضاء المدعوين للاجتماعات والمؤتمرات المنظمة من قبل المرصد؛
- هـ- باقى الشخصيات المدعوة لقر المرصد لأغراض رسمية، والتي تكون أسماؤهم مرسلة لدولة المقر.
- لا تؤثر التسبيلات المعددة أعلاه في الإعفاء من إجبارية احترام أنظمة الحجر والصيحة المسارية على تراب دولة المقر.
2. يُشعر المسؤول المعين لتسهيل المرصد أو نائبه الحكومة بقائمة أعضاء موظفي المرصد محلياً، مع الإشارة إلى الفئة التي ينتمون لها، وبغير بأي تغييرات تلحق هذه الرائحة.
3. يُشعر المرصد بوقت كافٍ مسبق الحكومة بالائحة الأشخاص المدعوين للمشاركة في اجتماعاته أو مؤتمراته.

#### المادة 14

##### لشعار التعينات وبطاقة التعريف

1. يُشعر الاتحاد الإفريقي الحكومة بالتحاق فرد من موظفي أو خبير أو مستشار أو موظف متعاقد محلياً بهملاه في المرصد أو يقادره.
2. يُوجه المسؤول المعين لتسهيل المرصد أو نائبه، مرة واحدة في السنة، لائحة بجميع أعضاء الموظفين إلى الحكومة، تتضمن وظائفهم، ويشيران في كل حالة إذا كان الشخص المعنى مواطناً مغربياً أو متعاقد معه محلياً من عدمه.
3. تقوم الحكومة، بناء على طلب من المسؤول المعين لتسهيل المرصد أو نائبه عند غيابه، بإصدار بطاقة تعريف تقابل صفتهم ودرجتهم لجميع الأشخاص المعينين بهذا الاتصال.
4. يستفيد المسؤول المعين لتسهيل المرصد وزوجه وأبناؤه القاصرين تحت رعايته، من بطاقة تعريف مماثلة لتلك المسلمة لتمثيليات المنظمات الدولية من نفس الدرجة.
5. يحق لموظفي المرصد، من الفئة المهنية من الدرجة الخامسة (P5) أو من درجة أعلى وكذا أزواجهم وأبناؤهم القاصرين تحت رعايتهم، الحصول على بطاقة تعريف خاصة مماثلة لتلك المسلمة لموظفي مكاتب المنظمات الدولية من نفس الدرجة.
6. يحق لجميع باقى موظفي المرصد وباقى الأشخاص المكلفين بمهام رسمية داخله، وأزواجهم وأبناؤهم القاصرين تحت رعايتهم، التوفّر على بطاقة تعريف خاصة مماثلة لدرجتهم.

#### المادة 15

##### الضمان الاجتماعي

بناء على تفاهم بين حكومة المملكة المغربية والمرصد، يخضع الموظفون الذين يعملون لفائدة المرصد لنظام التقاعد والضمان الاجتماعي المحدث من قبل الاتحاد الإفريقي.

ج- إعفاؤهم وأزواجهم وأبناؤهم القاصرون تحت رعايتهم من أي إجراء مقيد متعلق بالبجرة وإجراءات تسجيل الأجانب:

د- من نفس تسهيلات الإجلاء المخولة لأعضاء المنظمات الدولية في وقت النزاعات الدولية، وكذا بالنسبة لآزواجهم وأطفالهم القاصرين تحت رعايتهم:

2. يتعين على المستشارين والخبراء الامتثال للقوانين والأنظمة السارية في دولة المقر.

### المادة 11

#### رفع الحصانة

1. إن الامتيازات وال Hutchinson الممنوحة لموظفي المرصد بموجب هذا الاتفاق لا يراد بها تأمين مصلحة شخصية للمستفيدين، ولهذه حصرها ضمان عمل المرصد بحرية، مهما كانت الظروف، والعناية على استقلالية الأشخاص المستفيدين من الامتيازات وال Hutchinson.

2. يجوز لرئيس المفوضية رفع الحصانة، في جميع الحالات، التي يرى فيها أن هذه الحصانة يمكن أن تحول دون أن تأخذ العدالة مجرأها وأنه يمكن رفعها دون الإضرار بمصالح الاتحاد الإفريقي.

3. يأخذ المسؤول المعين لتسخير المرصد أو نائبه، جميع الترتيبات اللازمة لمنع اساءة استعمال الامتيازات وال Hutchinson وال تسهيلات الممنوحة بموجب هذا الاتفاق.

### المادة 12

#### الموظفين المحليين

1. يجب أن تتطبق مقتضيات وشروط عمل الأجانب الموظفين محليا لدى المرصد بالمغرب، مع المقتضيات التشريعية والتنظيمية لدولة المقر المغاربة.

2. مع مراعاة القوانين والأنظمة المغربية المغاربة، تطبق المساهمات في نظام التقاعد والضمان الاجتماعي على الأجانب المتعاقد معهم محليا لدى المرصد بالمغرب.

### المادة 13

#### الدخول والإقامة

1. تتعهد الحكومة بتسهيل الدخول والإقامة، وفقا لأنفلمة ومساطر المملكة المغربية وطبقا لمقتضيات هذا الاتفاق، وتأمين حماية الأشخاص التالية:

أ- موظفو وباقى مستخدمي المرصد، وكذا آزواجهم وأبناؤهم القاصرين تحت رعايتهم؛  
ب- أعضاء مجلس الإدارة وموظفي مفوضية الاتحاد الإفريقي وباقى أجهزة الاتحاد الإفريقي المتوجهين في مهمة رسمية لدى المرصد؛

د- إعفاؤهم وأزواجهم وأبنائهم القاصرين تحت رعايتهم من تدابير تقيدية خاصة بالهجرة وشكليات تسجيل الأجانب:

هـ- فيما يخص تسهيلات الصرف، من نفس الامتيازات المخولة للمنظمات الدولية من نفس الدرجة؛  
و- الاستفادة من تسهيلات الإجلاء المخولة لأعضاء المنظمات الدولية من نفس الدرجة في فترات الأزمات الدولية وكذا بالنسبة لأزواجهم وأبنائهم القاصرين تحت رعايتهم:

ز- حق استيراد، مع الإعفاء من أداء الضرائب والرسوم المفروضة على الأمة والأغراض الشخصية المستوردة، طبقاً للمقتضيات القانونية والتنظيمية السارية في دولة المقر؛

ح- من نظام الاستيراد المؤقت للعمرات الشخصية وتسجيلها تحت السلسلة الخاصة (م.د.أ):

ط- حصانة الإيقاف والاعتقال.

2. بالإضافة للامتيازات والمحصّنات الخامسة المشار إليها أعلاه، يتمتع المُعين المُعين للمرصد وزوجه وأبناؤه القاصرين تحت رعايته، من حصانة والإعفاءات والامتيازات المخولة من الحكومة للمنظمات الدولية من نفس الدرجة.

3. بالإضافة إلى الامتيازات والمحصّنات المخولة لموظفي المرصد بموجب هذه المادة، يتمتع أعضاء مجلس الإدارة بالمحصّنات والامتيازات والإعفاءات والتسهيلات المخولة، بموجب القانون الدولي، للمندوبيين الدبلوماسيين من نفس الدرجة.

4. يتعين على موظفي المرصد الامتثال للقوانين والأنظمة السارية في دولة المقر.

#### المادة 10

##### الخبراء والمستشارون

1. يتمتع الخبراء والمستشارون، باستثناء المواطنين المغاربة والأجانب التعاقد معهم محلياً، في حالة الضرورة، وفي إطار ممارسة المهام الموكولة لهم خلال مدة مهمتهم من الامتيازات والمحصّنات التالية:

أ- حصانة القضائية على الأعمال المنجزة من طرفهم في إطار ممارستهم لمهامهم الرسمية، بما فيها  
أقوالهم وكتاباتهم؛

ب- حصانة الشخصية من الإيقاف والاعتقال؛

جـ- الإعفاء من الضرائب والرسوم على المعاملات والمرتبات المخولة من المرصد، مع مراعاة الأنظمة السارية المطبقة على أعضاء المنظمات الدولية في مهمة رسمية مؤقتة؛

د- حصانة والتسهيلات على الأغراض الشخصية كما هو معروف بها لموظفي المرصد؛

هـ- حصانة جميع الأوراق والوثائق كيما كان شكلها وأية وسيلة مرتبطة بممارسة مهامهم لشأنة المرصد؛

و- بالنسبة لتسهيلات الصرف، نفس تسهيلات أعضاء المنظمات الدولية في مهمة رسمية مؤقتة؛

ز- إعفاؤهم وأزواجهم وأبناؤهم القاصرين تحت رعايتهم من أي خدمة وطنية؛

2. من دون أن تكون مقيدة بأي مراقبة تنظيمية أو مالية، يحق للمرصد في إطار أنشطته الرسمية حرية:

أ- امتلاك، بموجب القنوات المسموح بها، أصول أو عمارات من أي طبيعة، والتوفير على حسابات بأي عملة:

ب- تحويل أصوله وعملاته داخل التراب المغربي والوجهة أو القادمة إلى المملكة المغربية، وصرفه لأي عملة مملوكة له إلى عملة أخرى.

3. يعفي المرصد من أي منع أو تقييد لاستيراد أو تصدير في مواجهة الأغراض الموجهة لاستكمال مهامه، ويطبق هذا الإعفاء خاصة على المنقول والأدوات والمواد والتجهيزات طبقاً للتشريع المغربي الم pari.

4. يتم إدراج السيارات المستعملة من قبل المرصد في نظام الاستيراد المؤقت مع الترقيم في السلسلة الخاصة (م.د/0.1)، طبقاً لمقتضيات القوانين والأنظمة المغربية المارة.

#### المادة 8

##### تسهيلات الاتصال

1. يتمتع المرصد على تراب دولة المقر، بالنسبة لاتصالاته ومراسلاتته الرسمية، بمعاملة لا تقل أفضليتها عن تلك المخولة من قبل الحكومة للمنظمات الدولية أوبعثات الدبلوماسية بالمملكة المغربية، من حيث الأولوية أو التعرية أو الضرائب المفروضة على البريد ومختلف أشكال الاتصال والإرسال.

2. يمكن للمرصد استعمال رموز بالنسبة لاتصالاته ومراسلاتته الرسمية، وإرسال بمراسلات عبر البريد أو حقائب مختلفة والتوصيل بها، والتي تتمتع بنفس الامتيازات والخصائص المخولة للرسائل والحقائب الدبلوماسية. ويتعن على الحقائب الدبلوماسية أن تحمل بصورة واضحة شعار (الاتحاد الإفريقي/U.A) وأن تتضمن فقط الوثائق والأشياء الموجهة لاستعمال الرسمي، وتكون المراسلة مرفقة بـ "شهادة رسالة" صادرة عن الاتحاد الإفريقي.

#### المادة 9

##### امتيازات وخصائص موظفي المرصد

1. يتمتع موظفو المرصد، باستثناء المواطنين المغاربة والأشخاص من جنسية أجنبية متعددة معهم محلها، لمدة انتدابهم، من الامتيازات والخصائص التالية:

أ- الحصانة القضائية على الأقوال والكتابات وجميع الأعمال التي يكونون مسؤولين عنها في إطار ممارسة مهامهم الرسمية:

ب- الاعفاء من أي ضريبة بخصوص معاملة أوراق كتمويض عن أنشطتهم في المرصد:

ج- إعفاوهم وأزواجهم وأبناؤهم القاصرين تحت رعايتهم من واجبات خاصة بالخدمة الوطنية:

3. تعمل سلطات المملكة المغربية المختصة، في حدود الإمكان، على القيام بجميع الإجراءات المناسبة من أجل حماية مقر المرصد وحفظ النظام في محيطة القريب.
4. لا ينتهي بصفة عامة أرشيف المرصد وجميع الوثائق التي تعود له.
5. لا يسمح للمرصد بأن يكون مقراً لجواه شخص متابع من أجل جنابة أو مخالفة جسيمة، أو موضوع ذكرية قضائية أو حكم جنائي صادر عن السلطات المغربية.
6. لا يمكن اعتبار التسهيلات المشار إليها أعلاه مقيدة لقرار السلطات المغربية المختصة لإجراءات السلامة المناسبة.

#### المادة 5

##### العرض الحكومي المغربي

1. فلما للقرار المتعلق بمعايير استضافة هيئات الاتحاد، الذي أقره مؤتمر رؤساء الدول والحكومات EX.CL/195(VII) ، الموفق الثالث)، فإن الدولة الضيفية تتعهد بتزويد المرصد بمكاتب مؤثثة، ومعدات وأمدادات أخرى ضرورية لبدء أنشطة المرصد بفعالية.
2. دون المساس بالفقرة 1 من هذه المادة، لا شيء يمنع حكومة المملكة المغربية من توفير المزيد من التسهيلات للمرصد طالما يراه ضرورياً.
3. يتفق الطرفان على الخصوصيات التقنية لمباني المرصد والمعدات البنائية في خضمون فترة زمنية معقولة من تاريخ التوقيع على اتفاق المقر هذا.

#### المادة 6

##### تسهيلات

تباحث الحكومة، في حدود الإمكانيات المتاحة لديها، بناء على الطلبات التي يقدمها المسئول المعين لتسهيل المرصد أو ناديه لتأمين الخدمات العمومية الازمة للمقر، خاصة خدمات البريد والهاتف والكهرباء والماء.

#### المادة 7

##### الامتيازات والإعفاءات

1. يتمتع المرصد وممتلكاته وأصوله وأي ممتلكات أخرى، المخصصة للاستعمال الرسعي على تراب المملكة المغربية بالامتيازات التالية:

- أ- الإعفاء من أي ضريبة مباشرة;
- ب- الإعفاء من أي رسم جمركي على الأغراض المستوردة أو المصادر المخصصة للاستعمال الرسمي;
- ج- الإعفاء في مواجهة نشرها.

الحققت على ما يلي:

### المادة الأولى

#### تعاريف

يقصد في مفهوم هذا الاتفاق بالعبارات التالية:

- ”المفهومية”: مفوضية الاتحاد الإفريقي المحدثة بموجب المادة 20 من القانون التأسيسي للاتحاد الإفريقي.
- ”الدول الأعضاء”: الدول الأعضاء في الاتحاد الإفريقي،
- ”البلد المضيف/الحكومة”: حكومة المملكة المغربية.
- ”المرصد”: المرصد الإفريقي للهجرة.
- ”دولة المقر”: المملكة المغربية.

### المادة 2

#### الهدف

يهدف هذا الاتفاق إلى تحديد الأحكام المتعلقة بأساس إحداث المرصد والقيام بمهامه وأنشطته بالملكة المغربية.

### المادة 3

#### الشخصية القانونية

تعترف الحكومة، طبقاً للقوانين المغربية السارية، بالشخصية القانونية للمرصد، ولاسيما، أهلية:

- أ. إبرام العقود;
- ب. امتلاك والتصرف في الممتلكات المدنية وغير المدنية والتنازل عنها;
- ج. الترافع أمام القضاء.

### المادة 4

#### حرمة المقر

1. لا تنتهك حرمة المرصد. وتتمتع ممتلكات وأصول المرصد، أيهما وجدت وأيا كان حائزها، بالحماية من التفتيش أو الاستيلاء أو المصادر أو نزع الملكية أو أي شكل آخر من أشكال الإجراءات التمهيدية سواء أكانت تنفيذية أو إدارية أو قضائية أو تشريعية.

2. لا يحق لموظفي وأعوان الحكومة المغربية دخول مقرات المرصد بصفتهم الرسمية إلا بطلب أو بعد إذن المسؤول المعين لتسبيح المرصد أو نائبه. ويمكن افتراض هذه الموافقة في حالة القوة القاهرة أو حريق أو أي حادث آخر يستدعي تدخل قوات الحماية.

**اتفاق المقر  
بين حكومة المملكة المغربية والاتحاد الإفريقي بشأن  
إنشاء مقر المرصد الإفريقي للهجرة بالرباط**

إن حكومة المملكة المغربية

و

الاتحاد الإفريقي، ممثلا بمقتضية الاتحاد الإفريقي

المشار إليهما بـ "الطرفين".

اعتبارا للقانون التأسيسي للاتحاد الإفريقي،

واعترافا منها بالتزام المملكة المغربية، تحت قيادة جلالة الملك محمد السادس، رائد الاتحاد الإفريقي في موضوع الهجرة، على المستوى الوطني والجهوي والقاري والدولي، في سياسات الهجرة التي تمسك بالقواعد الأساسية للقانون الدولي.

وعزما منها على تنفيذ القرار [XXXI] (AU/Dec.695) الصادر عن مؤتمر رؤساء دول وحكومات الاتحاد الإفريقي، المعتمد خلال الدورة العادية الواحدة والثلاثون، المنعقدة يومي فاتح و 02 يونيو 2018، بدواشوط، بشأن إحداث المرصد الإفريقي للهجرة بالملكة المغربية مع التعجيل باخراجه للوجود،

تذكيرا منها بكون أهداف المرصد الإفريقي للهجرة تنصب على جمع المعلومات وتبادل المعلومات والتنسيق بين الدول الإفريقية، واحتضان التكامل مع المبادرات القارية القائمة بشأن الهجرة، ودعمها عن طريق تبادل المعلومات والمعرف من أجل رفع التحديات المرتبطة بتدفق الهجرة في إفريقيا،

وطبقا لقرار المجلس التنفيذي [III] (EX.CL/195(VII) Rév.1 annexe III) المعتمد لمعايير الاستقبال والتي تم المصادقة عليها لاحقا من قبل الدورة العادية الخامسة للجمعية والمعقدة بسرت (ليبيا) يومي 4 و 5 يونيو 2005.

ورغبة منها في تحديد، من خلال هذا اتفاق، الشروط العامة للمرصد الإفريقي للهجرة ومعايير إحداثه وعمله بالملكة المغربية،

ظهير شريف رقم 1.19.107 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاق المقر الموقع بمراكش في 10 ديسمبر 2018  
بين حكومة المملكة المغربية والاتحاد الإفريقي بشأن إنشاء مقر المرصد الإفريقي للهجرة بالرباط

الحمد لله وحده،

الطابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولـه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسمـاه الله وأعزـ أمره أنتـا :

بناء على اتفاق المقر الموقع بمراكش في 10 ديسمبر 2018 بين حكومة المملكة المغربية والاتحاد الإفريقي بشأن إنشاء مقر  
المرصد الإفريقي للهجرة بالرباط؛

وعلى القانون رقم 01.19 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.19.99 بتاريخ  
5 ذي القعدة 1440 (8 يوليو 2019)؛

ونظرا لـإعلام المملكة المغربية باستيفاء الإجراءات الـلـازـمة لـدخول الـاتفاق المـذـكـور حـيز التـنـفيـذ،

أصدرـناـ أمـرـناـ الشـرـيفـ بماـ يـليـ :

ينـشرـ بالـجـريـدةـ الرـسـمـيـةـ، عـقـبـ ظـهـيرـناـ الشـرـيفـ هـذـاـ، اـتـفـاقـ المـقـرـ الموقعـ بمـرـاكـشـ فيـ 10ـ دـيـسـمـبرـ 2018ـ بـيـنـ حـكـوـمـةـ الـمـلـكـةـ  
المـغـرـبـيـةـ وـالـعـادـ الإـفـرـيـقيـ بـشـانـ إـنـشـاءـ مـقـرـ المرـصدـ الإـفـرـيـقيـ للـهـجـرـةـ بالـرـبـاطـ.

وـحرـرـ بـالـرـبـاطـ فيـ 2ـ رـمـضـانـ 1445ـ (13ـ مـارـسـ 2024ـ).

وـقـعـهـ بـالـعـطـفـ :

رئيسـ الـحـكـوـمـةـ،

الـإـمـضـاءـ :ـ عـزـيزـ أـخـنوـشـ.

\*

\* \* \*

- 4- لا تؤثر هذه الاتفاقية على التعاون الذي يجريه الطرفان المتعاقدان في ميدان التعاون القضائي في المجال الجنائي وفقاً لاتفاقيات أخرى يكونان طرفاً فيها.
- 5- يمكن تعديل هذه الاتفاقية في أي وقت باتفاق كتابي بين الطرفين المتعاقدين، وتدخل هذه التعديلات حيز التنفيذ وفقاً لنفس الإجراءات الواردة في هذه المادة وتكون جزءاً لا يتجزأ من هذه الاتفاقية.
- 6- يمكن للطرفين المتعاقدين إنتهاء العمل بهذه الاتفاقية في أي وقت بتوجيه إشعار كتابي بالإنتهاء للطرف الآخر بواسطة القناة الدبلوماسية، ويسري مفعول الإنتهاء ستة أشهر بعد تاريخ الإشعار المتلقي. لا يؤثر إنتهاء هذه الاتفاقية على طلبات التعاون التي بدأت قبل هذا الإنتهاء.

ولهذا الغرض، قام الموقعان المخول لهما من قبل حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في بجين بتاريخ 11 ماي 2016 في نظيرتين أصليين باللغتين العربية والصينية، ولكل النصين نفس الحجية القانونية.

<b>عن</b> <b>جمهورية الصين الشعبية</b>	<b>عن</b> <b>المملكة المغربية</b>
<b>زانك مينك</b> <b>نائب وزير الشؤون الخارجية</b>	<b>مصطفى الرميد</b> <b>وزير العدل والحرفيات</b>

أ) المصاريف المتعلقة بسفر و إقامة و مغادرة أشخاص الطرف المطلوب منه التعاون وفقاً للمادة 9 من هذه الاتفاقية؛

ب) المصاريف و التعويضات المتعلقة بسفر و إقامة و مغادرة الأشخاص الطرف الطالب وفقاً للمادتين 11 أو 12 من هذه الاتفاقية، طبقاً للمعايير أو التنظيمات المعهود بها في المكان الذي تقع فيه هذه المصاريف؛

ت) مصاريف الخبرة؛

ث) مصاريف الترجمة و الترجمة الشفهية.

2- بناء على طلب، يدفع الطرف الطالب تسبيقاً للمصاريف التي تقع على عاته.

3- إذا اتضح أن تنفيذ الطلب يحتاج إلى مصاريف ذات طبيعة استثنائية، فإن على الطرفين المتعاقدين التشاور فيما بينهما قصد تحديد الأحكام و الشروط التي يتم فيها تنفيذ الطلب.

### **المادة الثانية والعشرين**

#### **تصوية المذاہمات**

يتشارو الطرافان المتعاقدان حول حل أي نزاع ينشأ عن تأويل أو تطبيق هذه الاتفاقية عبر القنوات الدبلوماسية إذا لم تتمكن السلطات المركزية للطرفين من الوصول إلى اتفاق.

### **المادة الثالثة والعشرين**

#### **مقدمة**

1- تخضع هذه الاتفاقية للمصادقة.

2- تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بعد مضي ثلاثة (30) يوماً من تاريخ التوصل، عبر القناة الدبلوماسية، بأخر الإشعارات المتعلقين باستكمال الطرفين المتعاقدين للإجراءات القانونية المطلوبة لكلا البلدين طبقاً لقانونهما الداخلي.

3- تطبق مقتضيات هذه الاتفاقية على الطلبات التي يتم التوصل بها بعد دخولها حيز التنفيذ حتى ولو كانت الجريمة المعنية قد ارتكبت قبل ذلك التاريخ.

## المادة السابعة عشرة التطبيق بنتائج الإجراءات في المجال العدائي

وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية، يبلغ الطرف المطلوب منه التعاون نتائج الإجراءات القضائية التي يتعلق بها الطلب.

## المادة الثامنة عشرة تقديمه بطاقة السوابق العدلية

- 1 - تتبادل السلطتان المركزيتان للطرفين قدر الإمكان بيان الإدانات الصادرة عن الجهات القضائية للطرفين ضد مواطني الطرف الآخر.
- 2 - في حالة المتابعة أمام جهة قضائية للطرف طالب، يقدم الطرف المطلوب منه التعاون إلى الطرف طالب بناء على طلبه، بطاقة السوابق القضائية المتعلقة بالشخص موضوع المتابعة.

## المادة التاسعة عشرة تبادل المعلومات حول التهرب

يقوم الطرفان المتعاقدان، بناء على طلب، بتبادل القوانين و المعلومات حول التطبيق القضائي المتعلق بتنفيذ هذه الاتفاقية في بلدיהם.

## المادة العشرون إلغاء الرسمية و المحادثة

لأغراض هذه الاتفاقية، لا تستلزم الوثائق المقدمة وفقاً لهذه الاتفاقية أي شكل من أشكال الرسمية أو المصادقة.

## المادة الحادية والعشرين المصاريف

- 1 - يتحمل الطرف المطلوب منه التعاون المصارييف المتعلقة بتنفيذ الطلب، غير أنه يتعين على الطرف طالب تحمل المصارييف الآتية:

## المادة الخامسة عشرة

### استرجاع الوثائق و الملفات و أدلة الإثبات

بناء على طلب الطرف المطلوب منه التعاون، يقوم الطرف طالب في أقرب الآجال بإعادة الوثائق أو الملفات الأصلية و أدلة الإثبات للطرف المطلوب منه التعاون المسلمة له من قبل هذا الأخير وفقا للمادتين 9 و 14 من هذه الاتفاقية.

## المادة السادسة عشرة

### مساءدة عائداته و أدواته الجريمة و تعويضها للطرف طالبه

- يبذل الطرف المطلوب منه التعاون، بناء على طلب، كافة جهوده للتحقق ما إذا كانت عائدات و أدوات الجريمة متواجدة بإقليمه و يبلغ الطرف طالب بنتيجة ذلك. و عند تقديم هذا الطلب، يعلم الطرف طالب الطرف المطلوب منه التعاون بالأسباب التي جعلته يعتقد بأن هذه العائدات أو الأدوات يمكن أن تتواجد في إقليم هذا الأخير.
- عندما يتم العثور على عائدات أو أدوات يشتبه أنها ناتجة من الجريمة، وفقا لما تنص عليه الفقرة الأولى من هذه المادة، يقوم الطرف المطلوب منه التعاون، بناء على طلب الطرف طالب، باتخاذ إجراءات التجميد و الحجز و المصادر ل بهذه العائدات أو الأدوات وفقا لتشريعه الوطني.
- بطلب من الطرف طالب، يمكن للطرف المطلوب منه التعاون، حسب ما يسمح به تشريعه الوطني، ووفق الأحكام و الشروط التي يتفق عليها الطرفان المتعاقدان، تحويل كل أو جزء من عائدات و أدوات الجريمة أو عائدات بيعها إلى الطرف طالب.
- تطبيقا لهذه المادة، تاحترم الحقوق الشرعية و مصالح الطرف المطلوب منه التعاون و الغير في هذه العائدات أو الأدوات وفق تشريع الطرف المطلوب منه التعاون.

بأي شكل آخر من قبل الطرف طالب بسبب أي فعل سابق لدخولهإقليمه، ولا يجوز إلزام هذا الشخص بأن يدللي بشهادته في أي تحقيق متابعة أو أي إجراء آخر غير الإجراءات التي يتعلق بها الطلب، إلا إذا وافق الطرف المطلوب منه التعاون وهذا الشخص مسبقاً على ذلك.

2- يتوقف العمل بالفقرة الأولى من هذه المادة إذا أصبح الشخص المشار إليه حراً في مغادرة الطرف طالب ولم يغادره في غضون خمسة عشر (15) يوماً بعد تبليغه رسمياً بأن حضوره لم يعد ضرورياً أو إذا عاد بمحض إرادته بعد المغادرة. لا تشمل هذه المدة الفترة التي لم يغادر فيها الشخص إقليم الطرف طالب لظروف خارجة عن إرادته.

3- لا يكون الشخص الذي يرفض الإدلاء بشهادته أو الحضور خلال التحقيقات وفقاً للمادتين 11 أو 12 موضوع أي عقوبة ولا خاضعاً لأي تدبير مقيد ل حرية الشخصية بسبب هذا الرفض.

#### **المادة الرابعة عشرة**

##### **البحث والتفتيش والتجميد والجز**

1- يقوم الطرف المطلوب منه التعاون، في حدود ما يسمح به تشريعه الوطني، بتتنفيذ طلب البحث والتفتيش والتجميد وحجز الأشياء والأموال التي من شأنها أن تشكل أدلة إثبات.

2- يقوم الطرف المطلوب منه التعاون بتقديم المعلومات التي يطلبها الطرف طالب بخصوص مآل تنفيذ الطلب، بما فيها المعلومات حول نتائج البحث أو التفتيش، ومكان وظروف التجميد أو الحجز، والحفظ اللاحق للأشياء والأموال التي من شأنها أن تشكل أدلة إثبات.

3- يمكن للطرف المطلوب منه التعاون أن يرسل الأشياء والأموال التي من شأنها أن تشكل أدلة إثبات المحجوزة إلى الطرف طالب إذا قبل هذا الأخير بأحكام وشروط الإرسال كما اقترحها الطرف المطلوب منه التعاون.

## المادة العاشرة مهرة مثول الأشخاص للإدلاء بشهادتهم

عندما يطلب الطرف طالب مثول الشخص للإدلاء بشهادته في إقامته، يدعى الطرف المطلوب منه التعاون هذا الشخص للمثول أمام السلطات القضائية للطرف طالب. ويحدد الطرف طالب مدى التعويضات والمصاريف التي ستدفع للشخص ويشعر الطرف المطلوب منه التعاون فوراً الطرف طالب بجواب الشخص.

## المادة الثانية عشرة نقل الأشخاص المعتقلين للإدلاء بشهادتهم

1- يمكن للطرف المطلوب منه التعاون، بناء على طلب الطرف طالب نقل الشخص المعتقل في إقامته إلى الطرف طالب مؤقتاً ليتمثل أمام السلطات القضائية للإدلاء بشهادته إذا:

(أ) وافق الشخص على ذلك؛

(ب) توصل الطرفان مسبقاً إلى اتفاق كتابي حول شروط النقل.

2- إذا كان ينبغي إبقاء الشخص الذي تم نقله رهن الاعتقال وفقاً لقوانين الطرف المطلوب منه التعاون، يتبع على الطرف طالب إبقاء هذا الشخص رهن الاعتقال.

3- يتبع على الطرف طالب إعادة الشخص الذي تم نقله إلى الطرف المطلوب منه التعاون بمجرد انتهاءه من الإدلاء بالشهادة.

4- وفقاً لهذه المادة، تخصم المدة التي قضتها الشخص الذي تم نقله لدى الطرف طالب من المدة الزمنية التي حكم بها عليه لدى الطرف المطلوب منه التعاون.

## المادة الثالثة عشرة حماية الخصوص والخبراء

1- إذا وجد شاهد أو خبير على إقليم الطرف طالب بناء على المادتين 11 أو 12، لا يجوز التحقيق معه أو متابعته أو اعتقاله أو معاقبته أو تقييد حريته الشخصية

هذا التبليغ في شكل وصل موقع ومؤرخ من المرسل إليه. وإذا تعذر التسليم يتم إشعار الطرف طالب في أقرب الأجال مع ذكر الأسباب التي حالت دون التسليم.

### **المادة التاسعة**

#### **الإدلة بالشهادة**

- 1 - يقوم الطرف المطلوب منه التعاون. طبقاً لتشريعه الوطني وبناء على طلب، بتلقي الشهادة وإرسالها إلى الطرف طالب.
- 2 - عندما يتعلق الطلب بتسليم وثائق أو ملفات. يمكن للطرف المطلوب منه التعاون أن يسلم نسخاً منها مصادقاً على صحتها. غير أنه عندما يطلب الطرف طالب صراحة إرسال الوثائق الأصلية يستجيب الطرف المطلوب منه بقدر الإمكان لهذا الطلب.
- 3 - ما لم يتعارض ذلك مع قانون الطرف المطلوب منه التعاون. يصدق هذا الأخير على الوثائق والأدلة التي ترسل وفقاً لهذه المادة للطرف طالب حسب الأشكال التي يطلبها لجعلها مقبولة طبقاً لقوانين الطرف طالب.
- 3 - ما لم يتعارض ذلك مع قانون الطرف المطلوب منه التعاون، يجوز على هذا الأخير السماح للأشخاص المشار إليهم في الطلب بحضور تنفيذه وطرح الأسئلة على الشاهد عن طريق موظفي السلطات المختصة للطرف المطلوب منه التعاون. لهذا الغرض، يشعر الطرف المطلوب منه التعاون الطرف طالب بتاريخ ومكان تنفيذ الطلب.

### **المادة العاشرة**

#### **رفض الإدلة بالشهادة**

- 1 - يمكن للشخص الذي استدعي للإدلاء بشهادته، وفقاً لهذه الاتفاقية، رفض الإدلاء بها إذا كانت قوانين الطرف المطلوب منه التعاون تسمح للشخص بعدم الإدلاء بالشهادة في ظروف مماثلة خلال إجراءات قائمة لديه.
- 2 - إذا ادعى الشخص الذي استدعي للإدلاء بشهادته وفقاً لهذه الاتفاقية بأن له حق أو امتياز الحصانة من الإدلاء بشهادته طبقاً لقوانين الطرف طالب، يتم تلقي الشهادة ويببلغ هذا الطلب إلى السلطة المركزية للطرف طالب.

## المادة السابعة

### السرية وحدود الاتصال

- 1 - يجب على الطرف المطلوب منه التعاون. إذا طلب منه الطرف الطالب ذلك. أن يحافظ على سرية طلب التعاون القضائي، وكذا مضمونه والوثائق المدعمة له وأي إجراء يتم اتخاذها وفقاً للطلب. وإذا كان من غير الممكن تنفيذ الطلب بدون إفشاء السرية، يعلم الطرف المطلوب منه التعاون الطرف الطالب الذي يقرر فوراً ما إذا كان ينبغي تنفيذ الطلب بالرغم من ذلك.
- 2 - يجب على الطرف الطالب إذا طلب الطرف المطلوب منه التعاون ذلك، أن يحافظ على سرية المعلومات والأدلة المقدمة أو يستعمل هذه المعلومات أو الأدلة وفقاً للأحكام والشروط التي يقررها الطرف المطلوب منه التعاون.
- 3 - لا يجوز للطرف الطالب أن يستخدم أي معلومات أو أدلة مقدمة وفقاً لهذه الاتفاقية لأغراض أخرى غير تلك المشار إليها في طلب التعاون دون الموافقة المسبقة للطرف المطلوب منه التعاون.

## المادة الثامنة

### تمثيل الوثائق

- 1 - يقوم الطرف المطلوب منه التعاون بتسليم الوثائق، التي أرسلت إليه لهذا الغرض، من الطرف الطالب طبقاً لتشريعه.
- 2 - يرسل طلب تسلیم كل وثيقة، تتضمن التكليف بالحضور، إلى الطرف المطلوب منه التعاون في مدة لا تقل عن ستين (60) يوماً قبل تاريخ متول الشخص. وفي حالة الاستعجال يمكن للطرف المطلوب منه التعاون تخفيض هذه المدة.
- 3 - ينفذ الطرف المطلوب منه التعاون طلب تسلیم الوثائق وفقاً لتشريعه الوطني. إذا طلب الطرف الطالب ذلك صراحة فإن الطرف المطلوب منه التعاون، وفي حدود ما يسمح به تشريعه، يقوم بتنفيذ طلب التبليغ وفقاً للشكل الذي يرغبه الطرف الطالب.
- 4 - يرسل الطرف المطلوب منه التعاون إلى الطرف الطالب دليلاً تبليغ الوثائق موقع ومحظوظ، الذي يبين الفعل وشكل وتاريخ التسلیم وعند الاقتناء، يجوز أن يكون

- بـ- معلومات حول هوية ومحل إقامة الشخص موضوع التبليغ؛
- تـ- معلومات حول هوية ومكان التواجد المحتمل للشخص محل البحث أو التعرف عليه؛
- ثـ- وصف الشئ الذي ينبغي التفتيش عنه أو معاييره؛
- جـ- وصف أي إجراء خاص ينبغي اتباعه عند تنفيذ الطلب وأسباب ذلك؛
- حـ- وصف الشئ الذي ينبغي التحقيق بشأنه أو البحث عنه أو تجميده أو حجزه؛
- خـ- بيان عن مطلب السرية وأسباب ذلك؛
- دـ- معلومات حول التعويضات والمصاريف التي تمنح للشخص الذي تم استدعاؤه للشهادة لدى الطرف الطالب؛
- ذـ- أي معلومات أخرى من شأنها تسهيل تنفيذ الطلب.
- ـ4ـ إذا رأى الطرف المطلوب منه التعاون أن المعلومات الواردة في الطلب غير كافية لاتخاذ القرار، يمكنه أن يطلب معلومات إضافية.

#### **المادة الخامسة**

##### **اللغات**

يرفق طلب التعاون والوثائق المرفقة به بترجمة إلى لغة الطرف المطلوب أو بترجمة إلى اللغة الإنجليزية.

#### **المادة السادسة**

##### **تنفيذ الطلبات**

- ـ1ـ ينفذ الطرف المطلوب منه التعاون فوراً طلب التعاون وفقاً لتشريعه الوطني.
- ـ2ـ يمكن للطرف المطلوب منه التعاون تنفيذ طلب التعاون حسب الطريقة المطلوبة من الطرف الطالب. ما لم يتعارض ذلك مع تشريعه الوطني.
- ـ3ـ يعلم الطرف المطلوب منه التعاون فوراً الطرف الطالب بنتيجة تنفيذ الطلب. فإذا كان تنفيذ التعاون غير ممكن. يخطر الطرف المطلوب منه التعاون الطرف الطالب بأسباب ذلك.

شخص لاعتبارات تتعلق بالجنس أو بالعرق أو بالدين أو مرتبطة بالجنسية أو بآرائه السياسية، أو إذا كانت وضعيته أثناء الإجراءات القضائية يمكن أن تتضرر نتيجة إحدى هذه الأسباب؛

ج- تعلق الطلب بجريمة تم بموجبها إجراء تحقيقات أو متابعة أو محاكمة الشخص أو إدانته أو تبرئته لدى الطرف المطلوب منه التعاون؛

ح- رأى الطرف المطلوب منه التعاون أن تنفيذ الطلب من شأنه المساس بسيادته أو بأمنه أو بنظامه العام.

2- يمكن للطرف المطلوب منه التعاون تأجيل تقديم التعاون إذا كان تنفيذ الطلب من شأنه أن يتداخل مع التحقيقات أو المتابعات أو الإجراءات القضائية الجارية لديه.

3- قبل رفض الطلب أو تأجيل تنفيذه، يراعي الطرف المطلوب منه التعاون إمكانية تقديم التعاون ضمن الشروط التي يراها مناسبة، وإذا وافق الطرف طالب على التعاون وفقاً لهذه الشروط وجب عليه الامتثال لها.

4- إذا رفض الطرف المطلوب منه التعاون تقديم التعاون، أو قام بتأجيله، يعلم الطرف طالب بأسباب الرفض أو التأجيل.

#### **المادة الرابعة**

##### **محل ومتوى الطلب**

1- يحرر طلب التعاون كتابياً ويحمل توقيع أو ختم السلطة المركزية للطرف طالب، وفي حالة الاستعجال، يمكن للطرف المطلوب منه التعاون قبول الطلب في شكل آخر يترك أثراً كتابياً، على أن يرسل الطرف طالب أصل الطلب في أقرب الآجال.

2- يحتوي طلب التعاون على البيانات الآتية:

- أ- اسم السلطة المختصة المكلفة بالتحقيقات أو المتابعات أو الإجراءات القضائية التي يتعلق بها الطلب؛
- ب- وصف طبيعة القضية وملخص الواقع والأحكام القانونية المطبقة؛
- ت- موضوع وأسباب الطلب.

3- كما يحتوي طلب التعاون حسب الضرورة، وقدر الإمكان، على ما يأتي:

- أ- معلومات حول هوية ومحل إقامة الشخص المطلوب شهادته؛

- ر- مصادرة عائدات النشاطات الإجرامية وأدوات الجريمة وتحويلها إلى الطرف الطالب؛
- ز- تبليغ نتائج الإجراءات القضائية وتقديم بطائق السوابق العدلية؛
- س- تبادل المعلومات حول التشريع؛
- ش- أي أشكال أخرى للتعاون لا تتعارض مع قوانين الطرف المطلوب منه التعاون.

### **المادة الثانية**

#### **المطامع المركزية**

- 1- تعين السلطات المركزية من قبل الطرفين المتعاقدين وتتصل فيما بينها مباشرة من أجل تنفيذ الاتفاقية.
- 2- تتمثل السلطات المركزية المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة في "وزارة العدل والحرفيات" بالنسبة للمملكة المغربية "ووزارة العدل" بالنسبة لجمهورية الصين الشعبية.
- 3- إذا قام أحد الطرفين المتعاقدين بتغيير سلطنته المركزية، يعلم الطرف الآخر بهذا التغيير عبر القنوات الدبلوماسية.

### **المادة الثالثة**

#### **رفض أو تأجيل التعاون**

- 1-يجوز للطرف المطلوب منه التعاون أن يرفضه إذا:
- أ- كان الطلب يتعلق بفعل لا يشكل جريمة وفقا لقوانين الطرف المطلوب منه التعاون؛
- ب-كان الطلب يتعلق بجريمة سياسية، باستثناء الجرائم الإرهابية والجرائم التي لا تعتبرها المعاهدات الدولية التي انضمت إليها كلا الطرفين جرائم سياسية؛
- ت-كان الطلب يتعلق بجريمة عسكرية بحثة؛
- ث- كانت هناك أسباب جدية لدى الطرف المطلوب منه التعاون للإعتقد بأن طلب التعاون تم تقديمه بغرض التحقيق أو المتابعة أو المعاقبة أو لاتخاذ إجراءات أخرى ضد

### اتفاقية

#### بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية

#### يتعلق بالتعاون القضائي في المجال الجنائي

إن المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية، (المشار إليهما فيما يأتي بـ "الطرفين المتعاقدين")،

- رغبة منها في تعزيز التعاون الفعلي بين البلدين في مجال التعاون القضائي في المجال الجنائي على أساس الاحترام المتبادل للسيادة الوطنية والمساواة والمنفعة المتبادلة؛
- ورغبة منها في إبرام اتفاقية التعاون القضائي في المجال الجنائي؛
- اتفقنا على ما يلي:

### المادة الأولى

#### نطاق التطبيق

1- يعمل الطرفان المتعاقدان، وفقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، على تبادل التعاون القضائي على أوسع نطاق ممكن في التحقيقات والمعتباutes والإجراءات القضائية في المجال الجنائي،

2- يشمل التعاون ما يأتي:

- أ- تسليم الوثائق المتعلقة بالإجراءات الجنائية؛
- ب- تلقي شهادات أو تصريحات الأشخاص؛
- ت- تقديم الوثائق والملفات وأدلة الإثبات؛
- ث- الحصول على رؤى الخبراء ومنحها؛
- ج- تحديد مكان وهوية الأشخاص؛
- ح- إجراء التحقيقات أو المعاينات؛
- خ- تمكن الأشخاص من الإدلاء بشهادتهم لدى الطرف طالب؛
- د- نقل الأشخاص المعتقلين للإدلاء بشهادتهم؛
- ذ- القيام بالأبحاث، التحريرات، التجميد واللحز؛

ظهير شريف رقم 1.17.101 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاقية المتعلقة بالتعاون القضائي في المجال الجنائي، الموقعة ببكين في 11 ماي 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولـه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسمـاه الله وأعزـ أمره أنتـا :

بناء على الاتفاقية المتعلقة بالتعاون القضائي في المجال الجنائي، الموقعة ببكين في 11 ماي 2016 بين المملكة المغربية

وجمهورية الصين الشعبية؛

وعلى القانون رقم 52.16 المـواافق بموجـبه على الـاتفاقـية المـذكـورة والـصادر بـتنـفيـذه الـظـهـيرـ الشـرـيفـ رقم 1.17.54 بـتـارـيخـ

ـ8 ذـيـ الحـجـةـ 1438 (ـ30 أغـسـطـسـ 2017)؛

ونـظـرا لـتـبـادـلـ الإـعـلـامـ بـاستـيـفاءـ الإـجـرـاءـاتـ الـلاـزـمـةـ لـدـخـولـ الـإـنـتـاجـ الـمـذـكـورـ حـيـزـ التـنـفـيـذـ،

أـصـدرـنـاـ أـمـرـنـاـ الشـرـيفـ بـمـاـ يـليـ :

تنـشـرـ بـالـجـريـدةـ الرـسـمـيـةـ، عـقـبـ ظـهـيرـنـاـ الشـرـيفـ هـذـاـ، الـإـنـتـاجـ الـمـذـكـورـ بـالـتـعاـونـ الـقـضـائـيـ فـيـ المـجـالـ جـنـائـيـ، المـوـقـعـ بـبـكـينـ فـيـ 11ـ ماـيـ 2016ـ بـيـنـ الـمـلـكـةـ الـمـغـرـبـةـ وـجـمـهـورـيـةـ الـصـينـ الشـعـبـيـةـ.

. وـحرـرـ بـالـربـاطـ فـيـ 2ـ رـمـضـانـ 1445ـ (ـ13ـ مـارـسـ 2024ـ).

وـقـعـهـ بـالـعـطـافـ :

رئيسـ الـحـكـومـةـ،

الـإـمـضـاءـ :ـ عـزـيزـ أـخـنـوشـ.

\*

\* \* \*

أي خلاف أو عدم اتفاق أو مطالبات ناجمة عن هذا الاتفاق أو أي اتفاق تكميلي بشكل آخر للتسوية يتفق بشأنه الطرفان.

#### المادة العاشرة

##### دخول حيز التنفيذ والتعديل وإنهاء الاتفاق

- 1- يخضع هذا الاتفاق لتصديق الحكومة وتدخل ويدخل حيز التنفيذ بمجرد أن يستلم الصندوق إخطارا من الحكومة بتصديقها وفقا للإجراءات الدستورية المغاربية السارية المفعول.
- 2- يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول مدة تواجد المكتب في المملكة المغربية. غير أنه يجوز لأي من الطرفين إنهاء الاتفاق بإشعار الطرف الآخر ستة (6) أشهر قبل تاريخ الإنتهاء.
- 3- لا تسقط التزامات الحكومة والمكتب بموجب هذا الاتفاق بإنهائه إلا بعد نهاية الفترة الازمة لإجراء انسحاب منظم لأملاك وأموال وأصول الصندوق والموظفين والأشخاص الآخرين الذين يقدمون خدمات باسم الصندوق.
- 4- لا يمكن تعديل هذا الاتفاق إلا باتفاق مكتوب متبادل بين الطرفين.

وإثباتا لذلك قام الموقعان أدناه، المفوضون حسب الأصول من الحكومة والصندوق على التوالي، باسم الطرفين، بالتوقيع على هذا الاتفاق.

حرر بروما بإيطاليا في 8 مايو 2015 في نظيرتين أصليين باللغتين العربية والفرنسية وكلا النصين نفس الحجية.

عن  
الصندوق الدولي للتنمية الزراعية  
عن  
حكومة المملكة المغربية

كانابو نوانزي  
رئيس الصندوق

حسين أبو أيوب  
السفير  
الممثل الدائم للمملكة المغربية لدى الصندوق

وتجر الإشارة إلى أن السيارات التي تسجل وفقا لنظام القبول المؤقت لا يجوز نقل ملكيتها أو التنازل عنها مجانا لصالح شخص آخر مؤهل لنفس النظام إلا بعد الحصول على موافقة مسبقة من إدارة الجمارك ووزارة الشؤون الخارجية والتعاون. وفي حالة نقل الملكية لأشخاص غير مؤهلين للنظام المشار إليه آنفا، يتعين دفع الرسوم والضرائب المستحقة عليها.

(5) ولا يمكن تسجيل السيارات التي تحمل اللوحات الصفراء في الفئة العادية إذا كان عمرها يتجاوز خمس سنوات.

2- بالإضافة إلى الامتيازات والحسانات المحددة أعلاه، يتمتع رئيس الصندوق وأي نائب له عنه، فضلا عن أي موظف رسمي يعمل بنيابة عنهم، سواء فيما يتعلق بهم أو بأزواجهم وأولادهم القاصرين، بالامتيازات والحسانات والإعفاءات والتسهيلات المنوحة للمبعوثين الدبلوماسيين وفقا للقانون الدولي.

3- يتمتع ممثلو الدول الأعضاء في الاجتماعات التي يعقدها الصندوق، أثناء تأدية وظائفهم وأثناء تنقلهم من وإلى مكان الاجتماع، بالامتيازات والحسانات المنوحة بموجب الاتفاقية والملحق السادس عشر بها المتعلق بالصندوق.

4- يتمتع الخبراء (غير الموظفين المشار إليهم في المادة السادسة من الاتفاقية)، أثناء تأدية وظائفهم في لجان الصندوق أو قيامهم ببعثات لحسابه، بالامتيازات والحسانات المنوحة بموجب المرفق السادس عشر من الاتفاقية المتعلقة بالأموال الالزمة لممارسة وظائفه، بما في ذلك خلال الرحلات التي يقومون بها أثناء تأدية وظائفهم مع هذه اللجان أو أثناء هذهبعثات.

5- لا يعتبر أي حكم من أحكام هذا الاتفاق تعديلا أو تغييرا للاتفاقية أو لاتفاقية إنشاء الصندوق، كبديل للحقوق أو الامتيازات أو الحسانات المحددة والمنصوص عليها في الاتفاقية والاتفاقية إنشاء الصندوق.

## المادة التاسعة

### التفسير وتسويه النزاعات والخلافات

1- يفسر هذا الاتفاق في ضوء هدفه الرئيسي، وهو تمكين المكتب من القيام بأنشطته بشكل كامل وفعال.

2- عندما يثبت ادعاء ما، على الطرف المخال أن يتهد خطيما بمعالجة الانتهاك وأن يخطر الطرف الآخر خطيا بالتدابير التي اتخذها أو التي يعتزم اتخاذها لتسويه هذه الانتهاكات ومنع حدوث انتهاكات جديدة.

3- يكون أي خلاف بين الحكومة والصندوق بشأن تأويل أو تطبيق هذا الاتفاق أو أي اتفاق تكميلي موضوع مشاورات بين الطرفين ويسوى بشكل ودي بالتفاوض. وفي حالة اختلاف في تأويل هذا الاتفاق، يرجع الطرفان في أول وهلة إلى النسخة الفرنسية المتفاوض بشأنها لحل المشكل. وإذا لم يتم التوصل إلى حل ودي، يتخذ الطرفان التدابير الضرورية لحل

4- تقوم الحكومة بتسهيل الدخول إلى المملكة المغربية والخروج منها للسفر إلى أو من المكتب للأشخاص الذين يودون وظائف رسمية في المكتب أو يكونوا مدعوين منه.

5- تلتزم الحكومة بأن تأذن لممثل الصندوق، وموظفي الصندوق والأشخاص الآخرين الذين يدعوهם المكتب وأفراد أسرهم بدخول المملكة المغربية والإقامة في البلد بها طوال مدة عملهم أو بعثتهم لدى المكتب.

6- يقوم ممثل الصندوق إلى الحكومة قائمة بموظفي الصندوق (بما في ذلك أفراد أسرهم) وسوف يوافيها بأي تغيير يطرأ على تلك القائمة. وبمجرد إخطار الحكومة بأسماء موظفي الصندوق، تصدر الحكومة بطاقة رسمية لكل شخص تحمل صورته الشخصية تُعرفه كموظف في المكتب. وتعترف السلطات المختصة بهذه البطاقة كإثبات لهوية الشخص وصفته كموظفي المكتب.

## المادة الثامنة

### امتيازات وحصانات موظفي الصندوق

1- بموجب الاتفاقية والملحق السادس عشر بها المتعلق بالصندوق، يتمتع موظفو الصندوق وأفراد أسرهم في المملكة المغربية بالامتيازات والمحاصنات التالية:

- (أ) الحصانة القضائية عما يصدر عنهم بصفتهم الرسمية (بما في ذلك كلامهم وكتاباتهم)؛
- (ب) فيما يتعلق بالرواتب والمكافآت التي يدفعها لهم الصندوق، نفس الإعفاءات الضريبية الممنوحة لموظفي منظمة الأمم المتحدة وبنفس الشروط؛
- (ج) عدم الخضوع للتدابير التقييدية المتعلقة بالهجرة وإجراءات تسجيل الأجانب لهم ولأزواجهم وأفراد أسرهم الذين يعولونهم؛
- (د) فيما يتعلق بتسهيلات الصرف، نفس الامتيازات الممنوحة لأعضاءبعثات الدبلوماسية من ذوي الرتب المماثلة؛
- (هـ) نفس تسهيلات العودة إلى الوطن الممنوحة لأعضاءبعثات الدبلوماسية من ذوي الرتب المماثلة في وقت الأزمات الدولية، فضلاً عن أزواجهم وأفراد أسرهم الذين يعولونهم؛
- (و) الحق في استيراد أثاثهم ومتطلقاتهم بدون رسوم جمركية عند توليهم لمنصبهم لأول مرة في المملكة المغربية. ويعطي الإعفاء الجمركي في هذا السياق خلال ستة (6) أشهر من تاريخ توليهم منصبهم؛
- (ز) أفراد المكتب الذين يخدمون في المغرب وكذلك أفراد أسرهم يتمتعون لمدة انتدابهم بنظام القبول المؤقت لسياراتهم الشخصية المستوردة خلال ستة (6) أشهر اللاحقة لتعيينهم في المغرب، وتسجيلها في الفتنة المؤقتة (اللوحات الصفراء)، وذلك عند تقديم حق امتياز صادر عن وزارة الشؤون الخارجية والتعاون في المملكة المغربية.

## المادة الخامسة

### الخدمات العامة، والاتصالات

- 1- تتعهد الحكومة بمساعدة المكتب في الحصول على الخدمات العامة الضرورية وإتاحتها بشروط عادلة، عند الاقتضاء. ويتحمل المكتب تكاليف هذه الخدمات. وفي حالة انقطاع هذه الخدمات أو التهديد بقطعها، تتخذ السلطات المختصة التدابير اللازمة لضمان عدم تأثر أنشطة المكتب من مثل هذا الوضع.
- 2- سوف تحظى اتصالات المكتب بالحماية وفقاً للشروط والقيود المنصوص عليها في المادتين 11 و 12 من الاتفاقية.

## المادة السادسة

### التسهيلات المالية والإعفاء من الضرائب أو الرسوم

- 1- دون أن يخضع لأي مراقبة أو تنظيم أو وقف مالي، فإن المكتب:
  - (أ) يجوز أن يحتفظ بأموال أو ذهب أو عملات من أي نوع وفتح حسابات بأي عملة؛
  - (ب) يمكن له تحويل أمواله أو ذهبها أو عملاته من بلد إلى آخر، أو داخل أي بلد، وتحويل جميع العملات التي يحتفظ بها المكتب بأي عملة أخرى.
- 2- إن المكتب وأصوله وإراداته وممتلكاته الأخرى:
  - (أ) معفى من جميع الضرائب المباشرة؛
  - (ب) معفى من جميع الرسوم الجمركية فيما يتعلق بالمواد التي يستوردها أو يصدرها المكتب لاستخداماته الرسمية؛
  - (ج) معفى من الرسوم الجمركية فيما يتعلق بمنشوراتهم.
- 3- يمكن قبول السيارات التي يستخدمها المكتب تحت نظام القبول المؤقت والتسجيل في الفئة الخاصة (اللوحات الصفراء) عند تقديم إذن بالإعفاء من الضريبة صادر عن وزارة الشؤون الخارجية والتعاون.
- 4- على الرغم من أن المكتب لن يطالب، كقاعدة عامة، بالإعفاء من رسوم الإنتاج وضرائب المبيعات المدرجة في سعر الممتلكات المنقولة أو غير المنقولة، فعندما يقوم بمشتريات كبيرة مهمة لاستخدامه الرسمي ويتضمن السعر رسوماً وضرائب من هذا النوع، سوف تتخذ الحكومة، كلما أمكن ذلك، الترتيبات الإدارية المناسبة لإرجاع أو تعويض تلك الرسوم والضرائب.

## المادة السابعة

### الدخول والسفر والإقامة

- 1- تعرف الحكومة بجوازات سفر الأمم المتحدة الصادرة لموظفي الصندوق وتقبلها كوثائق سفر صالحة.
- 2- يُبْت في طلبات الحصول على التأشيرات (حيثما تكون التأشيرات ضرورية) المقدمة من موظفي الصندوق حاملي جوازات سفر الأمم المتحدة في أقرب وقت ممكن. وبالإضافة إلى ذلك، تُمْنَح لحاملي جوازات السفر هذه تسهيلات سفر سريعة.
- 3- سوف تُمْنَح تسهيلات مماثلة لتلك المشار إليها في الفقرة 2 إلى الخبراء والأشخاص الآخرين الذين لا يحملون جواز سفر الأمم المتحدة، ولكنهم يحملون شهادة تفيد بأنهم يسافرون لحساب الصندوق.

- 2- يحق لرئيس الصندوق رفع هذه الحصانة في جميع الحالات التي يرى فيها أنها تحول دون تحقيق العدالة، وحيثما لا يتعارض رفع الحصانة مع الغرض الذي منحت من أجله، دون المساس بمصالح المكتب.
- 3- سوف يتخذ رئيس الصندوق جميع التدابير الالزمة لمنع أي إساءة استخدام للامتيازات والحسابات الممنوحة بموجب هذا الاتفاق؛ ويعتمد، تحقيقاً لهذا الغرض، كل تنظيم، يطبق على موظفي الصندوق وسائر الأشخاص المعندين، براه ضرورياً ومناسباً.
- 4- تطبق أحكام هذه الاتفاق على جميع الأشخاص المعندين بهذا الاتفاق سواء كانت الحكومة تقيم أو لا تقيم علاقات دبلوماسية مع الدولة التي ينتمي إليها هؤلاء الأشخاص، وسواء كانت تلك الدولة تمنح أو لا تمنح امتيازات وحسابات مماثلة لدبلوماسيي المملكة المغربية ومواطنيها.
- 5- يجب على الحكومة الاستجابة لجميع المطالبات التي قد تقدمها أطراف ثالثة ضد الصندوق أو ضد أفراد من موظفيه، أو الاستشاريين أو الأشخاص الآخرين الذين يؤدون خدمات باسم الصندوق؛ وتسوي الحكومة وضع المطالبات على الصندوق والأشخاص المشار إليهم أعلاه وتعفيهم من أي مسؤولية إلا إذا اتفقت الحكومة والصندوق على أن هذه المطالبة أو المسئولية نشأت بسبب إهمال جسيم أو خطأ مقصود من هؤلاء الأشخاص.
- 6- عندما يفرض هذا الاتفاق التزامات على السلطات المختصة، يكون على الحكومة، في نهاية المطاف، ضمان الوفاء بهذه التزامات.
- ## المادة الرابعة
- ### حرمة المكتب
- 1- تتمتع ممتلكات وأصول المكتب، أينما وجدت وأيا كان حائزها، بالحصانة القضائية، إلا إذا تنازل الصندوق صراحة عنها في حالة معينة غير أن التنازل عن الحصانة لا يمتد إلى تدابير التنفيذ.
- 2- حرمة مقرات المكتب. تتمتع ممتلكات المكتب، أينما وجدت وأيا كان حائزها، بالحصانة من التفتيش أو الحياة أو المصادر أو نزع الملكية أو أي شكل آخر من أشكال القيود التنفيذية أو الإدارية أو القضائية أو التشريعية.
- 3- تتمتع محفوظات المكتب، وبصفة عامة، جميع الوثائق التي يمتلكها أو يحتفظ بها بالحصانة أينما وجدت.
- 4- لا يجوز لمسؤولي أو وكلاء المملكة المغربية دخول المكتب بصفتهم الرسمية إلا بناء على طلب أو موافقة صريحة من ممثل الصندوق أو من يفوضه. وفي حالة ظرف قاهر، أو - حريق أو كارثة أخرى تتطلب تدابير مستعجلة للحماية، يتم افتراض أنه تم الحصول على موافقة ممثل الصندوق. غير أن على أي شخص يدخل المكتب على أساس هذا الافتراض أن يغادره على الفور إذا طلب ممثل الصندوق منه ذلك.
- 5- تتخذ السلطات المختصة في المملكة المغربية، في حدود الإمكان، جميع التدابير الالزمة لحماية المكتب ضد أي اقتحام أو مس، ولضمان الهدوء.

وحيث أن المملكة المغربية انضمت في 28 أبريل/نيسان 1958 إلى الاتفاقية المتعلقة بامتيازات وحصانات الوكالات المتخصصة بتاريخ 21 نوفمبر/تشرين الثاني 1947 ("الاتفاقية")، والتي تشكل أحکامها جزءا لا يتجزأ من هذا الاتفاق؛

وبإثباتا لما تقدم، اتفقت حكومة المملكة المغربية والصندوق على ما يلي:

## المادة الأولى

### تعريف

لأغراض هذا الاتفاق:

- (أ) "مكتب" يعني المكتب القطري الذي أنشأ الصندوق في المملكة المغربية.
- (ب) "موظفو الصندوق" يعني ممثل الصندوق في المملكة المغربية، وجميع موظفي الصندوق الآخرين التي ترسل قائمة بأسمائهم إلى الحكومة.
- (ج) "ممثل الصندوق" يعني ممثل الصندوق في المملكة المغربية، المعين من طرف رئيس الصندوق والمعتمد من طرف الحكومة.
- (د) "أفراد الأسرة" تعني الأزواج، والأبناء، وشريطة موافقة الحكومة، الأشخاص الآخرين المعالين من الناحية المالية من أحد موظفي الصندوق.
- (هـ) "ممثل الدول الأعضاء" تعني جميع المناوبين والمستشارين والخبراء الفنيين الذين يساعدون ممثلي وأمناء الوفود.

## المادة الثانية

### الشخصية القانونية للصندوق

1- تعرف الحكومة، وفقا لقوانين المملكة المغربية، بالشخصية القانونية للصندوق، وخاصة أهلية ل:

- (أ) التعاقد؛
- (ب) اقتناء وبيع الأموال المنقوله وغير المنقوله؛
- (ج) التقاضي.

2- تسمح الحكومة للصندوق بشراء أو استئجار المباني لإقامة مكتبه.

3- يحق للمكتب أن يرفع شعار الصندوق على مبانيه وعلى سياراته.

## المادة الثالثة

### أحكام عامة

- 1- لا تهدف الامتيازات والحصانات المنصوص عليها في هذا الاتفاق إلى توفير منفعة شخصية للمستفيدين؛ والغرض الوحيد منها هو ضمان عمل المكتب بحرية مهما كانت الظروف والحفاظ على الاستقلالية الكاملة للأشخاص الذين يتمتعون بهذه الامتيازات والحصانات.

ظهير شريف رقم 1.16.94 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاق الموقع بروما في 8 ماي 2015 بين حكومة المملكة المغربية والصندوق الدولي للتنمية الزراعية بشأن إنشاء مكتب قطري

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على الاتفاق الموقع بروما في 8 ماي 2015 بين حكومة المملكة المغربية والصندوق الدولي للتنمية الزراعية بشأن إنشاء مكتب قطري :

وعلى القانون رقم 75.15 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.16.74 بتاريخ 17 من شعبان 1437 (24 ماي 2016)؛

ونظرا ل الإعلام الملكي المغربي باستيفاء الإجراءات اللاحقة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراً شريفاً بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بروما في 8 ماي 2015 بين حكومة المملكة المغربية والصندوق الدولي للتنمية الزراعية بشأن إنشاء مكتب قطري.

وحرر بالرباط في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

\*  
\* \* \*

اتفاق

بين

حكومة المملكة المغربية

والصندوق الدولي للتنمية الزراعية

بشأن إنشاء مكتب قطري

حيث أن الصندوق الدولي للتنمية الزراعية ("الصندوق الدولي للتنمية الزراعية أو الصندوق")، وهو وكالة متخصصة تابعة لمنظمة الأمم المتحدة، يريد إنشاء مكتب قطري في المملكة المغربية من أجل توفير الدعم لعملياته وتعزيز شراكته؛

وحيث أن حكومة المملكة المغربية ("الحكومة") وافقت على السماح بإنشاء مثل هذا المكتب؛

وحيث أن المملكة المغربية وقعت على اتفاقية إنشاء الصندوق في 22 ديسمبر/كانون الأول 1976 وصادقت عليها في 16 ديسمبر/كانون الأول 1977؛

## المادة العشرون تسوية النزاعات

تم تسوية أي نزاع متعلق بتأويل أو تطبيق أو إعمال مقتضيات هذه الاتفاقية عبر القناة الدبلوماسية.

## المادة الواحدة والعشرون التعديل

تفق الدولتان المتعاقدين على تعديل مقتضيات هذه الاتفاقية عن طريق تبادل المذكرات، شريطة إتباع نفس المساطر القانونية الازمة لدخولها حيز التنفيذ.

## المادة الثانية والعشرون الدخول حيز التنفيذ والإلغاء

1- تخضع هذه الاتفاقية للمصادقة عليها، وتدخل حيز التنفيذ بعد أن تبادل الدولتان المتعاقدين الإشعارات، عبر الطريق дипломاسي، بأنهما استوفيا الإجراءات المنطلبة لدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ. تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ بتاريخ آخر إشعار.

2- يمكن لأي من الدولتين المتعاقدين في أي لحظة إنهاء هذه الاتفاقية عن طريق توجيه إنذار كتابي للدولة الأخرى. في هذه الحالة يسري مفعول هذا الإنذار ستة (6) أشهر بعد التوصل بهذا الإشعار.

وإثباتاً لذلك، وقع ممثلاً الدولتين المأذون لهما لهذا الغرض من طرف حكومتهما هذه الاتفاقية.

وحررت بلندن بتاريخ 15 أبريل 2013، في نظيرين أصليين باللغتين العربية والإنجليزية، وللنصفين معاً نفس الحجية.

عن المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى  
وأيرلندا الشمالية

عن  
المملكة المغربية

سعد الدين العثماني <b>وزير الشؤون الخارجية والتعاون</b> الخارجية وشئون الكومنولث	ولIAM هاغ <b>كاتب الدولة الأول وكاتب الدولة في</b> الخارجية وشئون الكومنولث
--	---

2- تتحمل الدولة الطالبة المصاريف الناتجة عن نقل الشخص الذي يتم تسليمه. وتتحمل الدولة المطلوبة المصاريف الأخرى المترتبة عن مسيرة التسليم لديها.

3- لا تقدم أية دولة من الدولتين المتعاقدين شكاية ذات طبيعة مالية ضد الدولة المتعاقدة الأخرى والمترتبة عن توقيف أو اعتقال أو استطاق أو تسليم الأشخاص المطلوبين بموجب هذه الاتفاقية.

## المادة الثامنة عشرة مشاورات

يمكن للدولتين المتعاقدين التشاور عبر القناة الدبلوماسية أو مباشرة، في حالة الاستعجال المتعلقة بمعالجة الحالات الفردية، وبهدف الحفاظ على وتحسين المساطر المنصوص عليها من أجل إعمال هذه الاتفاقية.

## المادة التاسعة عشرة التطبيق

1- تطبق هذه الاتفاقية على الطلبات المقدمة بعد دخولها حيز التطبيق وحتى ولو ارتكبت الأفعال أو الامتناع قبل هذا التاريخ.

2- تطبق هذه الاتفاقية :

- أ. على إقليم المملكة المغربية؛
- ب. على أقاليم المملكة المتحدة، المكونة من بريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية؛

ج. في جميع الأقاليم الأخرى التي تكون فيها العلاقات الدولية تحت مسؤولية إحدى الدولتين، والتي شملها توسيع تطبيق هذه الاتفاقية عن طريق تبادل المذكرات.

3- يمكن لإحدى الدولتين المتعاقدين إلغاء تطبيق هذه الاتفاقية على الإقليم الذي شمله التوسيع طبقاً للفقرة 2 - ت من هذه المادة، بتوجيهه إخطار كتابي للدولة الأخرى يتضمن أجل ستة (6) أشهر عبر القناة الدبلوماسية.

4- يمكن للمملكة المغربية أن تقدم طلب تسليم شخص متهم أو مدان تم تحديد مكان تواجده فوق أحد الأقاليم التي تطبق عليها هذه المادة في هذا الإقليم، وفقاً للفقرة 2 (ت) من هذه المادة؛ يمكن أن يعرض الأمر على حكومة المملكة المتحدة لتقرر فيه. يمكن توجيه الطلبات الصادرة عن أحد الأقاليم الذي تطبق عليه هذه الاتفاقية وفقاً للفقرة 2 (ت) من هذه المادة والرامية إلى تسليم شخص متهم أو مدان تم تحديد مكان تواجده في (المملكة المغربية) إلى حكومة (المملكة المغربية) أو السلطة المختصة بهذا الإقليم.

**بـ- الأشياء المحتصلة من ارتكاب الجريمة، إذا كانت بحوزة الشخص المبحوث عنه عند اعتقاله.**

**2- إذا كانت الأشياء المحجوزة، المشار إليها في الفقرة 1 من هذه المادة، ضرورية لتحقيق أو متابعته جنائية لدى الدولة المطلوبة من أجل جريمة، يمكن تأجيل تسليم هذه الأشياء أو تسليمها بشرط استرجاعها عند انتهاء المسطورة لدى الدولة الطالبة.**

**3- إذا استوجب قانون الدولة المطلوبة أو حماية حقوق الأغيار ذلك، يتم إرجاع كل شيء قابل للاسترجاع للدولة المطلوبة بدون مصاريف عند نهاية المسطورة، إذا طلبت هذه الدولة ذلك.**

**4- وفقاً لقانونها الداخلي وعند الموافقة على طلب التسليم، تأمر الدولة المطلوبة بإرجاع الأشياء المحجوزة ولو لم يكن بالإمكان تسليم الشخص المطلوب بسبب فراره أو موته.**

## **المادة السادسة عشرة العبور**

**1- يمكن لأي واحدة من الدولتين المتعاقدتين أن توافق على عبور الشخص الذي سلم إلى الدولة الأخرى من طرف دولة ثالثة عبر إقليمها. تقدم طلبات العبور بالطريق الدبلوماسي أو مباشرة بين، بالنسبة للمملكة المغربية، وزارة العدل و الحريات، وبالنسبة للمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وأيرلندا الشمالية، وزارة الداخلية. تتضمن هذه الطلبات وصف الشخص الذي سيقوم بالعبور و ملخصاً لوقائع القضية. خلال فترة العبور، يمكن وضع الأشخاص المعنيين بالعبور رهن الاعتقال.**

**2- لا يطلب أي ترخيص، إذا ما قامت الدولة المتعاقدة بنقل الشخص المطلوب عبوره والذي سلم إليها من طرف دولة ثالثة باستعمال وسيلة النقل الجوي دون أن يكون الهبوط فوق إقليم الدولة المتعاقدة الأخرى مقرراً.**

## **المادة السابعة عشرة التمثيل والمصاريف**

**1- تقدم الدولة المطلوبة أمام المحكمة باسم الدولة الطالبة المشورة والمساعدة وتمثل مصالح الدولة الطالبة في إطار كل مسطرة ناتجة عن طلب التسليم.**

## المادة الثالثة عشرة

### مبدأ الخصوصية

1. الشخص الذي تم تسليمه بموجب هذه الاتفاقية، لا يمكن أن يعتقل أو أن يحاكم أو يعاقب لدى الدولة الطالبة إلا من أجل:

(أ) الفعل الذي منح التسليم من أجله أو فعل يحمل تسمية أخرى ويرتكز على نفس الواقع التي أنسس عليها التسليم شريطة أن يكون هذا الفعل موجباً للتسليم أو أن يشكل تهمة فرعية؛

(ب) الجريمة التي ترتكب بعد تسليم الشخص؛ أو

(ت) الفعل الذي توافق السلطة التنفيذية لدى الدولة الطالبة على اعتقال الشخص من أجله أو محاكمته أو معاقبته.

2. إذا قدم طلب تنفيذاً للبند 1 (ت) من هذه المادة، يمكن أن تطلب الدولة المطلوبة تزويدها بالوثائق المطلوبة في المادة 6 من هذه الاتفاقية.

3. الشخص الذي يتم تسليمه بموجب هذه الاتفاقية لا يمكن أن يسلم إلى دولة أخرى من أجل فعل ارتكب قبل تسليمه دون أن توافق الدولة التي منحت التسليم على ذلك.

4. لا تحول الفقرتان 1 و 2 من هذه المادة دون اعتقال أو محاكمة أو معاقبة الشخص الذي تم تسليمه، أو تسليمه إلى دولة ثالثة، إذا:

(أ)- غادر هذا الشخص إقليم الدولة الطالبة بعد التسليم وعاد إليه تلقائياً؛ أو

(ب)- لم يغادر هذا الشخص إقليم الدولة الطالبة و كان بإمكانه ذلك.

## المادة الرابعة عشرة

### التسليم التلقائي

إذا وافق الشخص المبحوث عنه كتابة على تسليمه للدولة الطالبة، يمكن للدولة المطلوبة، حتى و لم تتوفر شروط المادة 6 من هذه الاتفاقية، أن تسلمه هذا الشخص في أقرب وقت ممكن.

## المادة الخامسة عشرة

### حجز وتسليم الأشياء

1- تحجز الدولة المطلوبة عند تقديم طلب من الدولة الطالبة في حدود السلطة التي يخولها لها قانونها و مع مراعاة حقوق باقي الأطراف، الأشياء المذكورة أدناه وتسلمها إلى الدولة الطالبة عند تسليم الشخص أو بعده مباشرةً:

أ- الأشياء المستعملة في ارتكاب الجريمة أو المكونة لعناصر الإثبات المرتبطة بهذه الجريمة؛ و

2- إذا تم رفض الطلب جزئياً أو كلياً، تقدم الدولة المطلوبة معلومات بشأن مبررات هذا الرفض. وتوجه، بناءً على طلب، نسخاً من القرارات القضائية المتعلقة بالموضوع.

3- إذا تمت الموافقة على طلب التسليم، تتفق سلطات الدولتين المتعاقدين، على مكان و تاريخ تسلم السلطات القضائية للشخص المبحوث عنه.

4- عند انتهاء مسيرة التسليم، يجب تسليم الشخص داخل أجل ثمانية وعشرين (28) يوماً. إذا حالت ظروف خارجة عن سيطرة الدولة المطلوبة دون تسليم الشخص الذي تمت الموافقة على تسليمه، تشعر بذلك الدولة الأخرى. تتفق الدولتان المتعاقدين على أجل جديد للتسليم، و تطبق مقتضيات الفقرة 3 من هذه المادة.

### المادة الحادية عشرة التسليم المؤقت للسلطات القضائية

لا تحول مقتضيات المادة 3-(2) (ب) من هذه الاتفاقية دون احتمال التسليم المؤقت للشخص المبحوث عنه من أجل متابعات جنائية لدى الدولة الطالبة وفق شروط محددة باتفاق متبادل. يخضع الشخص المسلم إلى الاعتقال لدى الدولة الطالبة و يتم إرجاعه إلى الدولة المطلوبة عند انتهاء المسيرة المتذكرة ضده حسب الشروط التي تم تحديدها من قبل الدولتين المتعاقدين. يمكن للدولة المطلوبة أن تطلب تعهدات إضافية في كل حالة معينة.

### المادة الثانية عشرة طلبات التسليم المقدمة من طرف أكثر من دولة

إذا تلقت الدولة المطلوبة طلبات لتسليم نفس الشخص من قبل الدولة الطالبة ومن قبل دولة أو دول أخرى إما عن نفس الفعل أو عن فعل مختلف، تقرر السلطة التنفيذية لدى الدولة المطلوبة لأي دولة ستقوم بتسليم الشخص. وعندما تتخذ الدولة المطلوبة قرارها تقوم بدراسة جميع الظروف الملائمة من بينها دون حصر:

- أ) مكان ارتكاب كل فعل؛
- ب) مصالح خاصة بكل الدول الطالبة؛
- ت) درجة خطورة الأفعال؛
- ث) التسلسل الزمني الذي تم فيه التوصل بالطلبات من الدول الطالبة؛
- ج) بالنسبة لكل جريمة، إذا كان الشخص متهمًا بارتكابها (ولم تم إدانته)، أو تمت إدانته؛
- ح) إمكانية تسليم جديد بين الدول الطالبة؛
- خ) جنسية الشخص المبحوث عنه.

## المادة التاسعة الاعتقال المؤقت

1- في حالة الاستعجال، يمكن للدولة الطالبة أن تطلب الاعتقال المؤقت للشخص المبحوث عنه في انتظار تقديم طلب التسليم. يمكن تبليغ طلب الاعتقال المؤقت بالطريق الدبلوماسي أو عن طريق منظمة الشرطة الجنائية الدولية (أنتربول).

2- يتضمن طلب الاعتقال المؤقت ما يلي:

أ) وصف الشخص المبحوث عنه؛

ب) المكان الذي يتواجد فيه الشخص المبحوث عنه إذا كان معروفاً؛  
ت) عرض موجز لواقع القضية بما في ذلك وقدر الإمكان تاريخ ومكان ارتكاب الجريمة أو الجرائم؛

ث) عرض للقانون أو القوانين التي تمت مخالفتها؛

ج) أصل أو نسخة من الأمر بـإلقاء القبض أو أمر الاعتقال أو مقرر الإدانة أو الحكم الذي يؤكد إدانته الشخص المبحوث عنه؛ و

ح) تصريح يؤكد أن الوثائق المعززة و المتعلقة بالشخص المبحوث عنه سيتم إرسالها داخل الأجال المحددة في هذه الاتفاقية.

خ) يتم إشعار الدولة الطالبة فوراً بالقرار المخصص لطلب الاعتقال المؤقت و بأسباب كل تعذر محتمل لتلبية هذا الطلب.

يمكن إطلاق سراح الشخص المعتقل مؤقتاً بعد انقضاء أجل ستين (60) يوماً ابتداءً من تاريخ الاعتقال المؤقت تطبيقاً لهذه الاتفاقية، إذا لم تتوصل السلطة التنفيذية لدى الدولة المطلوبة بالطلب الرسمي للتسليم و الوثائق المعززة له، المنصوص عليها في المادة 6 من هذه الاتفاقية.

إطلاق سراح الشخص المبحوث عنه طبقاً للفقرة 4 من هذه المادة، لا يحول دون اعتقاله من جديد وتسليمه فيما بعد، إذا ما تم التوصل بطلب التسليم و الوثائق المعززة له في تاريخ لاحق.

## المادة العاشرة القرار و التسليم

1- تشعر الدولة المطلوبة الدولة الطالبة في أقرب الأجال و بالطريق الدبلوماسي بقرارها بشأن طلب التسليم.

4- بالإضافة إلى الشروط الواردة في الفقرة 2 من هذه المادة، يكون طلب التسلیم المتعلق بالشخص الذي ثبتت إدانته من أجل أي جريمة المطلوب تسلیمه من أجلها معززاً بـ:

(أ) المعلومات التي تفيد أن الشخص المبحوث عنه هو الشخص موضوع مقرر الإدانة؛

(ب) نسخة من الحكم أو مقرر الإدانة أو، إذا لم يكن متوفراً، تصريح تتجزء السلطة القضائية تفيد فيه أن هذا الشخص تقررت إدانته؛

(ت) نسخة من العقوبة المقررة إذا كان الشخص المطلوب قد تم الحكم عليه، وتصريح يحدد كيفية تنفيذ هذه العقوبة؛ و

(ث) في حالة الشخص المحكوم عليه غيابياً، التعهدات أو المعلومات المرتبطة بالشروط المحددة في المادة 3 (١) (خ).

5- تسلم الوثائق المرفقة بطلب التسلیم وتقبل كعناصر إثبات في إطار مسطرة التسلیم إذا:

(أ) تمت المصادقة عليها من طرف الممثل الدبلوماسي أو القنصلي الرئيسي للدولة الطالبة و المقيم لدى الدولة المطلوبة؛ أو

(ب) تمت المصادقة عليها ومطابقتها بأي شكل مقبول من طرف تشريع الدولة المطلوبة.

## المادة السابعة معلومات إضافية

إذا اعتبرت الدولة المطلوبة أن المعلومات المقدمة تعزيزاً لطلب التسلیم غير كافية، طبقاً لهذه الاتفاقية ولقوانين الدولة المطلوبة، للموافقة على التسلیم، يمكن لهذه الدولة أن تطلب تزويدها بمعلومات تكميلية داخل الأجال التي تحددها. إذا لم تتم الاستجابة لهذه الطلبات داخل هذه الأجال، يمكن إطلاق سراح الشخص. ولا يحول إطلاق سراح الشخص المبحوث عنه، بموجب هذه المادة، دون اعتقاله من جديد و تسليمه لاحقاً. تطلب المعلومات الإضافية وتقدم عبر القناة الدبلوماسية.

## المادة الثامنة اللغة

كل الطلبات والوثائق المعززة لها والمراسلات المقدمة طبقاً لهذه الاتفاقية تكون بلغة الدولة الطالبة وترافق بترجمة إلى لغة الدولة المطلوبة.

## المادة الخامسة تسليم الرعايا

1. يمكن لأي من الدولتين تسلیم رعاياها إلى الدولة الأخرى في حدود ما يسمح به قانونها.
2. إذا رفضت أي من الدولتين تسلیم أحد رعاياها بسبب الجنسية، فإن الدولة المطلوبة تعهد، بناء على طلب بذلك ووفقاً لقانونها الداخلي، بمتابعة ذلك الشخص في حالة ارتكابه لجريمة. وفي تلك الحالة، توجه الدولة الطالبة عبر القناة الدبلوماسية طلباً للمتابعة مرفقاً بالملفات ذات الصلة وبالوثائق التي في حوزتها.
3. يتم إشعار الدولة الطالبة بالمال.

## المادة السادسة مساطر التسلیم والوثائق المطلوبة

- 1- توجه جميع طلبات التسلیم وأية مراسلات لاحقة بالطريق дипломатический.
- 2- تعزز جميع طلبات التسلیم بالعناصر المذكورة أدناه:
  - (ا) وصف دقيق، قدر الإمكان، للشخص المبحوث عنه وأية معلومات أخرى من شأنها أن تساعده على تحديد هويته والمكان المحتمل تواجده فيه؛
  - (ب) عرض للواقع المكونة للجريمة أو الجرائم المطلوب من أجلها التسلیم، بما في ذلك مكان وتاريخ ارتكاب الجريمة؛
  - (ت) نص القانون أو القوانين الملائمة التي تصف العناصر الأساسية للجريمة المطلوب التسلیم من أجلها والعقوبات المقررة لها وأجال التقاضي؛ و
  - (ث) الوثائق أو التصريحات أو المعلومات الأخرى المذكورة في الفقرتين 3 أو 4 من هذه المادة عند الاقتضاء.
- 3- بالإضافة إلى الشروط الواردة في الفقرة 2 من هذه المادة، يكون طلب تسلیم الشخص المبحوث عنه لخضاعه لمتابعات جنائية، معززاً بـ:
  - (ا) عناصر الإثبات التي من شأنها أن تبرر الإحالة على المحاكمة وفقاً لقوانين الدولة المطلوبة؛
  - (ب) نسخة من الأمر بالقاء القبض الصادر عن قاض.

ح- إذا كان من شأن التسليم المساس بالحقوق الإنسانية للشخص المعنى بالمسطرة الجنائية؛

خ- إذا كان الشخص المطلوب محكوماً عليه غيابياً، إلا إذا:

(1) كان هناك تعهد يكفل حق الشخص في إعادة المحاكمة أو حقه في الطعن بالاستئناف يعادل محاكمة جديدة، بمقتضى القانون الداخلي للدولة المطلوبة؛ أو

(2) تمت إدانة الشخص وفقاً للشروط الآتية:

(أ) إذا حضر المتهم أمام المحكمة، و تم إشعاره بالتهم الموجهة إليه، وصرح أنه مذنب أو غير مذنب؛

(ب ب)- إذا تم تبليغ المتهم بالمحاكمة بشكل قانوني؛ و

(ت ت)- لا يمكن تبرير عدم حضور المتهم.

د- إذا كان التسليم مستبعداً لأي سبب آخر، بمقتضى القانون الداخلي للدولة المطلوبة.

## 2. يمكن رفض التسليم بموجب هذه الاتفاقية:

أ- إذا حصل الشخص المبحوث عنه على حق اللجوء لدى الدولة المطلوبة؛

ب- إذا كان الشخص المبحوث عنه موضوع تحقيق أو متابعات جنائية أو يقضي عقوبة حبسية من أجله لدى الدولة المطلوبة، إذا كان التسليم مطلوباً من أجل فعل آخر غير الفعل الذي يخضع من أجله الشخص للتحقيق أو للمتابعات الجنائية أو يقضي عقوبة حبسية من أجله لدى الدولة المطلوبة، يمكن لهذه الدولة إرجاء دراسة التسليم المحتمل إلى حين قضاء الشخص عقوبته أو إذا تقرر إطلاق سراحه؛ أو

ج- إذا ارتأت الدولة المطلوبة، مع مراعاة طبيعة الجريمة و مصالح الدولة الطالبة، أنه بالنظر إلى ظروف القضية بما فيها السن أو الحالة الصحية للشخص المطلوب للتسليم، أن تسليم الشخص سيكون غير عادل ولا يتلاءم مع الاعتبارات الإنسانية.

## المادة الرابعة عقوبة الإعدام

إذا كانت الجريمة المطلوب تسليم الشخص من أجلها معاقباً عليها بعقوبة الإعدام، بمقتضى قوانين الدولة الطالبة، وكانت قوانين الدولة المطلوبة لا تنص على هذه العقوبة من أجل هذه الجريمة، يمكن رفض التسليم ما لم تقدم الدولة الطالبة تعهدات تعتبرها الدولة المطلوبة كافية، بأن عقوبة الإعدام، لن يتم تنفيذها ويتم استبدالها بعقوبة سجن أقصاها السجن المؤبد.

## المادة الثانية الأفعال الموجبة للتسليم

**1.** لأغراض هذه المادة، تكون الجريمة موجبة للتسليم إذا:

أ- كان الفعل الذي تبني عليه الجريمة معاقبًا عليه، بمقتضى قوانين الدولتين، بعقوبة حبسية قصوى مدتها على الأقل إثنى عشر (12) شهراً، أو أي شكل آخر من الاعتقال أو عقوبة أشد؛ أو

ب- تقررت إدانة الشخص المطلوب للتسليم من طرف محكمة مختصة لدى الدولة الطالبة بعقوبة حبسية أو بشكل آخر من الاعتقال مدته أربعة (4) أشهر أو أكثر، وكان الفعل معاقبًا عليه بمقتضى قوانين الدولة المطلوبة، بعقوبة حبسية قصوى مدتها إثنى عشر (12) شهراً على الأقل ، أو أي شكل آخر من الاعتقال أو عقوبة أشد؛

**2.** تكون الجريمة موجبة للتسليم، سواء صنفتها أو لم تصنفها قوانين الدولتين المتعاقدتين في نفس الفئة وحتى لو قامت بوصف هذه الجريمة باصطلاح مختلف.

## المادة الثالثة أسباب رفض التسليم

**1.** لا يمنح التسليم ، بموجب هذه الاتفاقية في إحدى الحالات التالية:

أ- إذا كانت الجريمة المطلوب من أجلها التسليم تعتبرها الدولة المطلوبة جريمة ذات طبيعة سياسية؛

ب- إذا كانت للدولة المطلوبة أسباب جدية للاعتقاد بأن طلب التسليم، قد تم تقديمها لمتابعة أو معاقبة شخص لاعتبارات مرتبطة بالعرق أو الدين أو الجنسية أو الانتماء الإثني أو الآراء السياسية لهذا الشخص أو جنسه أو وضعه، أو أن وضعيته يمكن أن تتضرر نتيجة إحدى هذه الأسباب؛

ت- إذا كان الشخص المبحوث عنه قد صدر في حقه حكم بالإدانة أو بالبراءة، بموجب قرار قضائي نهائي صادر عن إحدى الدولتين أو عن دولة ثالثة بخصوص الجريمة المطلوب التسليم من أجلها؛

ث- إذا كان من المستبعد متابعة الشخص المطلوب أو تنفيذ العقوبة ضده بسبب مضي المدة أو للتقادم وفقاً للقانون الداخلي للدولة المطلوبة. أي إجراء تتخذه الدولة الطالبة من أجل قطع أو إيقاف مدة التقاضي تأخذه الدولة المطلوبة بعين الاعتبار في حدود ما تسمح به قوانينها؛

ج- إذا كانت الجريمة المطلوب تسليم الشخص من أجلها جريمة عسكرية، وليست أيضاً جريمة بموجب القانون الجنائي العادي الداخلي؛

## اتفاقية بشأن تسليم المطلوبين بين المملكة المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية

إن المملكة المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية، المشار إليهما فيما يلي بـ"الدولتين المتعاقدين"،

رغبة منها في إقرار تعاون أكثر فعالية بين الدولتين المتعاقدين من أجل مكافحة الجريمة،

واحتراماً لحقوق الإنسان ولدولة القانون،

وحفاظاً على الضمانات التي كرستها أنظمتها القانونية، و التي تكفل للمتهم الحق في محاكمة عادلة بما في ذلك الحق في المحاكمة من طرف محكمة نزيهة مشكلة طبقاً للقانون؛

اتفقنا على المقتضيات التالية:

### المادة الأولى الالتزامات التسليم

تنفق الدولتان المتعاقدين، طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، بأن تسلم كل واحدة منها للأخرى الأشخاص المتهمين من طرف الدولة الطالبة بجريمة موجبة للتسليم والذين تقررت محکمتهم أو معاقبthem من أجل هذه الجريمة.

ظهير شريف رقم 1.14.81 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاقية تسليم المطلوبين الموقعة  
بلندن في 15 أبريل 2013 بين المملكة المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية

الحمد لله وحده،

التابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على اتفاقية تسليم المطلوبين الموقعة بلندن في 15 أبريل 2013 بين المملكة المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى  
وإيرلندا الشمالية؛

وعلى القانون رقم 55.13 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذها الظهير الشريف رقم 1.14.27 بتاريخ  
4 جمادى الأولى 1435 (6 مارس 2014) :

ونظراً للتبادل الإعلامي واستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاقية تسليم المطلوبين الموقعة بلندن في 15 أبريل 2013 بين المملكة  
المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية.

وحرر بالرباط في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء: عزيز أخنوش.

\*

\* \* \*

## ملحق

لأغراض هذا الاتفاق:

(ا) يقصد بمصطلح "المواد" المواد غير النووية المخصصة للمفاعلات، على النحو المحدد في الفقرة 2 من الملحق بـ المبادئ التوجيهية لمجموعة موردي المواد النووية التي نشرتها الوكالة، في الوثيقة INFCIRC/254/Rev.9/Part.1 (المشار إليها فيما يلي بـ "المبادئ التوجيهية")؛

(ب) يقصد بـ "المواد النووية" كل "المواد المصدرية" أو أي "مواد انشطارية خاصة" وفقاً لتعريف هذه المصطلحات الوارد في المادة العشرين من النظام الأساسي للوكالة؛

(ج) يقصد بـ "المعدات" العناصر الرئيسية المحددة في الفقرات 1 و 4 و 7 من الملحق بـ المبادئ التوجيهية؛

(د) يقصد بـ "المنشآت" جميع المصانع الواردة في الفقرات 1 و 4 و 7 من الملحق بـ المبادئ التوجيهية؛

(ه) يقصد بـ "التكنولوجيا" المعلومات الخاصة اللازمة "للتطوير" أو "الإنتاج" أو "استخدام" أي مادة واردة في الملحق بـ المبادئ التوجيهية، باستثناء المعطيات التي وضعت رهن إشارة العموم، مثلًا من خلال الدوريات أو الكتب المنشورة، أو تلك التي أصبحت متوفرة على الصعيد الدولي دون فرض قيود على نشرها.

قد تتخذ هذه المعلومات شكل "معطيات تقنية" أو "مساعدة تقنية".

يشير "التطوير" إلى جميع المراحل التي تسبق "الإنتاج"، لاسيما الدراسات والبحوث المتعلقة بتصميم وتجميع واختبار النماذج الأولية وخطط التنفيذ.

يُقصد بـ "الإنتاج" جميع مراحل الإنتاج مثل البناء، وهندسة الإنتاج، والت تصنيع، والإدماج، والتجميع، والتقطيش والاختبار وضمان الجودة.

يُفهم بـ "الاستخدام" التنفيذ والتركيب (بما في ذلك التركيب في عين الموضع)، والصيانة والإصلاحات والتقويم قصد المراجعة والتجديد.

يمكن "للمساعدة التقنية" أن تتخذ أشكالًا تشمل التدريب والتأهيلات والتكوين والمعارف العملية والخدمات الاستشارية.

يمكن "للمعطيات التقنية" أن تكون من سخ، ومخططات وتصاميم وبرامج ودلائل استعمال مكتوبة أو مسجلة على شكل وسائط أخرى مثل الأقراص والأشرطة المضغوطة أو ذاكرة تخزين.

(و) يُقصد بـ "المعلومات" المعلومات أو الوثائق أو المعطيات أياً كان نوعها، قابلة للنقل في شكل مادي، تتعلق بالمواد أو المعدات أو المنشآت أو التكنولوجيا التي تخضع لهذا الاتفاق، باستثناء المعلومات أو الوثائق أو المعطيات الموضوعة رهن إشارة العموم.

### المادة التاسعة عشرة

يشعر كل طرف الطرف الآخر باستكماله للإجراءات المنطلبة فيما يتعلق به لكي يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ. ويدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ في اليوم الأول من الشهر الثاني الذي يلي تاريخ آخر إشعار.

وإثباتا لما نقدم، قام ممثلا الحكومتين، المخول لهما قانونا بذلك، بالتوقيع على هذا الاتفاق.

وحرر بالرباط بتاريخ 13 دجنبر 2012 من نسختين باللغتين العربية والفرنسية، وللتصين نفس الحجية.

عن  
حكومة الجمهورية الفرنسية

عن  
حكومة المملكة المغربية

لوران فابيوس  
وزير الشؤون الخارجية

سعد الدين العثماني  
وزير الشؤون الخارجية والتعاون

\* \* \*

3- داخل الاتحاد الأوروبي، تخضع عملية نقل وإعادة نقل المواد النووية والمعدات والمنشآت لأحكام الفصل التاسع من المعاهدة المنشأة للمجموعة الأوروبية للطاقة الذرية ويخضع نقل التكنولوجيا للأنظمة المنشأة لنظام الجماعة الأوروبية لمراقبة صادرات البضائع والتكنولوجيا المزدوجة الاستعمال.

#### المادة الخامسة عشرة

لا يجب تأويل أي من أحكام هذا الاتفاق كمسايس بالالتزامات الناجمة، بتاريخ توقيعه، عن مشاركة أي من الطرفين في اتفاقات دولية أخرى بشأن استخدام الطاقة النووية لأغراض سلمية، خصوصاً بالنسبة للطرف الفرنسي بحكم لتماهه إلى المجموعة الأوروبية للطاقة الذرية وكذا بحكم لتماهه إلى الاتحاد الأوروبي.

#### المادة السادسة عشرة

لأداء هذه الأنشطة، يحدث الطرفان لجنة مشتركة مكلفة بتنسيق ومتابعة برامج التعاون المنبثق عن هذا الاتفاق ابتداءً من دخولها حيز التنفيذ. ويقرر الطرفان هيكل هذه اللجنة وتكوينها وإجراءاتها باتفاق مشترك.

#### المادة السابعة عشرة

يجوز تعديل هذا الاتفاق باتفاق مكتوب بين الطرفين.

#### المادة الثامنة عشرة

1- لم يرم هذا الاتفاق لمدة عشرين عاماً ويمكن لأي من الطرفين إلغاؤه في أي وقت. ويجب تبلغ الطرف الآخر بالإلغاء كتابياً مع إعطاء مهلة سنة.

يبقى الاتفاق سارياً المفعول بعد انتهاء مدة العشرين سنة، ما لم يتم إلغاؤه من أحد الطرفين وفقاً للإجراءات المشار إليها في الفقرة السابقة.

2- في حالة إلغاء هذا الاتفاق وفقاً للإجراءات المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة:

- تبقى أحكام هذا الاتفاق ذات الصلة قابلة للتطبيق على اتفاقيات المحددة والعقود الموقعة بموجب المادة الثانية والستين المفعول؛

- تبقى أحكام المواد الرابعة والسادسة والثامنة والتاسعة والعشرة والحادية عشرة والثانية عشرة والثالثة عشرة والرابعة عشرة قابلة للتطبيق بالنسبة للمواد، والمواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا الواردة في المادة التاسعة والمنقولة بموجب هذا الاتفاق، وكذا بالنسبة للمواد النووية المستعادة في المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية.

### المادة الثالثة عشرة

1- يسهر كل طرف على التأكيد من أن المواد والمواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا الواردة في المادة التاسعة من هذا الاتفاق توجد حصرياً في حوزة أشخاص خاضعين لولايتهما ومؤهلين لهذا الغرض.

2- يتعين على كل طرف التأكيد من اتخاذ كافة التدابير الملائمة، في ترابه وخارج ترابه إلى أن يتحمل الطرف الآخر أو دولة ثالثة هذه المسؤولية، لتحقيق الحماية الفادية للمواد والمواد النووية والمعدات والمنشآت المنصوص عليها في هذا الاتفاق، طبقاً للتشريعات الوطنية والالتزامات الدولية لكل منها لا سيما أحكام اتفاقية الحماية المادية للمواد النووية والتعديل الخاص بها، وكذا آليه تعديلات متقد عليها لاحقاً من جانب الطرفين.

3- تعادل مستويات الحماية المادية على الأقل المستويات المحددة في الملحق الأول لاتفاقية الحماية المادية للمواد النووية. ويجوز لكل طرف، عند الاقتضاء، وفقاً لتشريعاته الوطنية، تطبيق معايير أكثر صرامة للحماية المادية في ترابه.

4- تقع مسؤولية تنفيذ تدابير الحماية المادية على عاتق كل طرف داخل ولايته القضائية. ويستهدي كل طرف لتنفيذ هذه التدابير بوثيقة الوكالة INFCIRC225/rev.4.

لا يكون للتعديلات التي أدخلت على توصيات الوكالة الخاصة بالحماية المادية أي تأثير بموجب هذا الاتفاق إلا عندما يكون كل طرف قد أبلغ الطرف الآخر كتابة بقبوله تلك التعديلات.

### المادة الرابعة عشرة

1- إذا اعتزم أي من الطرفين إعادة نقل المواد والمواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا المنصوص عليها في المادة التاسعة، خارج ولايته القضائية، أو نقل المواد والمواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا المنصوص عليها في المادة التاسعة القائمة من المعدات أو المنشآت المنقوله أصلاً أو المحصل عليها بفضل المعدات أو المنشآت أو التكنولوجيا المنقوله في إطار هذا الاتفاق، فلا يقوم بذلك إلا بعد تلقى نفس الضمانت، لا سيما فيما يتعلق بالاستخدام السلمي وغير التجريري، الواردة في هذا الاتفاق.

2- علاوة على ذلك، يجب على الطرف الذي يعتزم للنقل أو إعادة النقل وفقاً لأحكام الفقرة الأولى من هذه المادة، الحصول على موافقة مسبقة من الطرف المزود:

أ- بخصوص آية إعادة نقل للمنشآت أو المعدات لو التكنولوجيا كما ورد ذلك في الملحق والتي يتم توفيرها بموجب هذا الاتفاق؛

ب- بخصوص آية نقل لمنشآت أو معدات قائمة من المنشآت أو المعدات الواردة في الفقرة (أ) أو المصممة باستخدام التكنولوجيا الواردة في الفقرة (أ) أعلاه؛

ج- بخصوص آية نقل أو إعادة نقل لليورانيوم المخصب بنسبة أعلى من 20% في النظائر 233 أو 235 أو للبلوتونيوم المنتج أو المستمد من المواد النووية المنقوله بموجب هذا الاتفاق أو آية إعادة نقل للمواد النووية المنقوله بموجب هذا الاتفاق في المملكة المغربية.

## المادة العاشرة

**1-** تخضع كافة المواد النووية التي توجد في حوزة المملكة المغربية أو التي نقلت للمملكة المغربية بموجب هذا الاتفاق والتي تم تبليغها من طرف الجمهورية الفرنسية لهذا الغرض وجميع الأجيال المترتبة من المواد النووية المستعادة في المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية، لرقابة الوكالة، وذلك بموجب اتفاق الضمانات المبرم بين المملكة المغربية والوكالة والذي دخل حيز التنفيذ بتاريخ 18 فبراير 1975، والمتعلق على جميع المواد النووية في كافة الأنشطة النووية المزاولة في تراب المملكة المغربية أو ضمن ولايتها القضائية أو المقاومة تحت مراقبتها أينما وجد ذلك، والذي ميّز تكميله في الوقت المناسب بواسطة بروتوكول إضافي.

**2.** تخضع كافة المواد النووية المنقولة إلى الجمهورية الفرنسية بموجب هذا الاتفاق والتي تم تبليغها من طرف المملكة المغربية لهذا الغرض وجميع الأجيال المترتبة من المواد النووية المستعادة في المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية للرقابة الأمنية المعمول بها داخل المجموعة الأوروبية للطاقة الذرية، وكذا لنظام ضمانات الوكالة بموجب الاتفاق بين فرنسا والمجموعة الأوروبية للطاقة الذرية والوكالة المتعلق بتطبيق الضمانات في فرنسا الموقع في 20 و 27 يوليو 1978، والذي تم استكماله بالبروتوكول الإضافي الموقع في 22 سبتمبر 1998.

## المادة الحادية عشرة

عند تعذر تطبيق ضمانات الوكالة الواردة في المادة العاشرة من هذا الاتفاق في تراب أحد الطرفين، فإن الطرفين يلتزمان بالاتصال ببعضهما البعض على الفور قصد إخضاع المواد النووية المنقولة أو المُحصل عليها بموجب هذا الاتفاق، أو المنتجة عن طريق أو بفضل التكنولوجيا المنقولة، وكذا جميع الأجيال المترتبة من المواد النووية المستعادة في المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية، في أقرب الأجل، لأية ضمانات يتقى إليها الطرفان، تكون بنفس درجة الفعالية ونفس نطاق الضمانات التي طبقتها الوكالة سابقاً بخصوص هذه المواد النووية.

## المادة الثالثة عشرة

تظل المواد والمواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا الواردة في المادة التاسعة من هذا الاتفاق خاضعة لأحكام هذا الاتفاق حتى:

- أ-** يتم نقلها أو إعادة نقلها خارج الولاية القضائية للطرف الذي وجهت إليه وفقاً لأحكام المادة الرابعة عشرة من هذا الاتفاق، أو
- ب-** يقرر الطرفان عن طريق اتفاق متنزك إعفائها منها، أو
- ج-** يتم الإقرار، في ما يتعلق بالمواد النووية، بأنها غير قابلة عملياً للاستعمال لجعلها في شكل قابل للاستعمال في أي نشاط نووي ذي صلة وفق الضمانات المنصوص عليها في المادة العاشرة من هذا الاتفاق.

**المادة السادسة**

يسهر الطرفان على بلوغ لفظي درجات العلامة والأمن النموذجين والحفاظ عليهما فيما يتعلق بأوجه التعاون التي مستند بموجب هذا الاتفاق.

**المادة السابعة**

تنسب حقوق الملكية الفكرية المكتسبة في إطار التعاون المنصوص عليه في هذا الاتفاق على أساس كل حالة على حدة، وذلك في إطار الاتفاقيات المحددة والعقود المشار إليها في المادة الثانية من هذا الاتفاق.

**المادة الثامنة**

-1- لإصلاح الأضرار الناجمة عن وقوع حادث لو عارض نووي يحدث في إطار هذا التعاون، ينفذ للطرفان نظام المسؤولية المدنية النووية المنصوص عليها، فيما يتعلق بفرنسا، في اتفاقية باريس الموقعة بتاريخ 29 يوليو 1960، وفيما يتعلق بال المغرب، في اتفاقية فيينا بتاريخ 21 مايو 1963، فضلاً عن بروتوكولات التعديلات التي دخلت على هاتين الاتفاقيتين اللتان هما طرفان فيها.

يسهر الطرفان إذا على احترام المبادئ المشتركة لهاتين الاتفاقيتين بخصوص: المسؤولية الحصرية لمشغلي المنشآت النووية؛ ومسؤولية المشغل دون الحاجة إلى إثبات الخطأ أو الإهمال أو القصد؛ والإحالة الحصرية على محكם البلد الذي حدث فيه للعارض النووي؛ والمسؤولية المحددة المبالغ؛ والتعويض عن الضرر دون أي تمييز على أساس الجنسية أو محل السكن أو الإقامة.

يطبق الطرفان البروتوكول المشترك لهاتين الاتفاقيتين المذكور في 21 سبتمبر 1988 بعد تصديقهما عليه.

-2- في هذا الإطار، يحصل مشغلو المنشآت النووية للطرفين على التأمينات أو الضمانات النووية اللازمة.

**المادة التاسعة**

يتأكد الطرفان من أن المولد والمواد النووية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا المنقولة في إطار هذا الاتفاق وكذا المواد النووية المستعارة في المعالجة أو الناجمة عنها كمنتجات ثانوية، تستخدم فقط للأغراض السلمية وغير التهوية.

- القيادة المشتركة لأنشطة المتعلقة بالبحث والهندسة، بما في ذلك البحوث والتجارب المشتركة؛
- تنظيم المؤتمرات والندوات العلمية والتقنية؛
- توفير المواد والمواد الترويجية والمعدات والمنشآت والتكنولوجيا وأداء الخدمات، أو أي شكل آخر من التعاون يقرر الطرفان باتفاق مشترك.

### المادة الثانية

يتم تحديد شروط تطبيق التعاون الوارد في المادة الأولى، بالنسبة لكل حالة على حدة، وفقاً لأحكام هذا الاتفاق وذلك:

- عن طريق اتفاقات محددة بين الطرفين أو بين الهيئات المعنية والممتعة من كلا الطرفين، خاصة لتحديد برنامج وأنشئ للتبادل العلمي والتقني؛
- عن طريق عقود مبرمة بين الهيئات والمقاولات والمؤسسات المعنية، من أجل تحقيق الإنجازات الصناعية أو توفير الخدمات أو الموارد أو المواد الترويجية أو المعدات أو المنشآت أو التكنولوجيا.

يتلقى الطرفان، في إطار هذا الاتفاق، على أن المشاركة في تنفيذ التعاون في الترب المغربي بين الهيئات أو للمقاولات أو المؤسسات الفرنسية أو المغربية، لا تستثنى، بأي شكل من الأشكال، مشاركتهما، أو مشاركة الهيئات أو المقاولات أو المؤسسات ذات الصلة المباشرة أو غير المباشرة بالطرفين في أي برنامج آخر يساهم في تحقيق أهداف هذا الاتفاق. ومع ذلك، فإنه سيتم تحديد هذه المشاركة عن طريق اتفاق مشترك بين الطرفين.

### المادة الثالثة

يحرص كلا الطرفين على أن تتمكن أنظمته ذات الطابع الإداري والضريبي والجمعي من حسن تنفيذ اتفاق التعاون هذا وكذا الاتفاques والعقود المبرمة لاحقاً في إطار هذا الاتفاق.

### المادة الرابعة

يضمن الطرفان أمن المعلومات التقنية والمعلومات المعرفة كذلك من قبل الطرف الذي قدمها في إطار هذا الاتفاق ويحافظان على الطابع السري لهذه المعلومات والمعلومات. ولا يجوز تقديم المعلومات التقنية والمعلومات المتبادلة لأطراف أخرى، عامة كانت أو خاصة، بدون موافقة خطية مسبقة من الطرف الذي قدم المعلومات التقنية أو المعلومات.

لتنفيذ أحكام هذه المادة، يتعهد الطرفان بإبرام اتفاق بشأن أمن وسرية المعلومات والمعلومات التقنية.

### المادة الخامسة

يتعهد الطرفان، في حدود إمكانيهما، بالعمل على توفير الإمدادات المنتظمة بالوقود لخدمات في مجال دورة الوقود الازمة لضمان إمداد المنشآت التي سيتم تطويرها أو توفيرها في إطار هذا الاتفاق.

**اتفقنا على ما يلى :**

### **المادة الأولى**

1. يحترم الطرفان تطوير تعاونهما في مجال الاستخدام العلمي وغير التمجيبي للطاقة النووية وذلك وفقاً للمبادئ التي تحكم سياساتها النووية وبناء على أحكام هذا الاتفاق وكذلك الاتصالات واللتزامات الدولية ذات الصلة في مجال عدم الانتشار التي وافق عليها الطرفان.

2. يمكن للتعاون المُشار إليه في الفقرة الأولى أن يشمل المجالات التالية :

- التقىب عن حقول اليورانيوم واستكشافها واستغلالها؛
- استخلاص اليورانيوم من الفوسفات؛
- توليد الطاقة وتحلية المياه عن طريق المفاعلات النووية؛
- القيام بالبحوث الأساسية والتطبيقية التي لا تتطلب، بخصوص مفاعلات البحث، استخدام اليورانيوم المخصب بنسبة 20 بالمائة وأكثر في النظير 235؛
- تكوين الموارد البشرية في مجال الاستخدامات العلمية للطاقة النووية؛
- تطوير تطبيقات الطاقة النووية في مجالات الزراعة والبيولوجيا وعلوم الأرض والطب والصناعة؛
- إدارة الوقود المستهلك والنفايات المشعة؛
- السلامة النووية وتوفير الحماية من الإشعاع وحماية للبيئة؛
- الأمان النووي؛
- إعداد التشريعات والأنظمة في المجال النووي وإرساء المعايير والمبادئ التوجيهية للسلامة والأمن في المجال النووي؛
- الوقاية من حالات الطوارئ المتصلة بالحوادث أو العارض النووي والعمل على مواجهتها؛
- تنوير الرأي العام لقبول الطاقة النووية؛
- أي مجال آخر يقرره الطرفان باتفاق مشترك.

3. يمكن للتعاون أن يتخد الأشكال التالية :

- تبادل الموظفين العلميين والتقنيين وتدريبهم؛
- تبادل المعلومات العلمية والتقنية؛
- تبادل البرامج المعلوماتية وثغرات الحساب؛
- مشاركة الموظفين العلميين والتقنيين لأحد الطرفين في أنشطة البحث- التطوير التي يقوم بها الطرف الآخر؛

**اتفاق تعاون  
بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الفرنسية  
من أجل تطوير الاستخدامات السلمية للطاقة النووية**

بن حكومة المملكة المغربية،

حكومة الجمهورية الفرنسية ،

المشار إليها فيما بعد بـ "الطرفين"

إذ تؤكدان عزمهما على تطوير علاقات الصداقة التقليدية بين البلدين،

ورغبة مذمها في العمل على توسيع وتعزيز التعاون، بما يخدم مصلحة كلا الدولتين، في مجال استخدام الطاقة النووية للأغراض السلمية حضرا وليس التجريبية،

واعتباراً للالتزامات كل منها في مجال عدم الانتشار التي ولقى عليها الطرفان، لا سيما فيما يتعلق بمعاهدة عدم الانتشار الأسلحة النووية بتاريخ الفاتح من يوليو 1968 (وال المشار إليها فيما يلي بـ "معاهدة عدم الانتشار") والالتزامات الدولية ذات الصلة، لا سيما القرار 1540 لمجلس الأمن،

وإذ يشددان على الأهمية بالنسبة لكلا الطرفين التي يكتسبها تأمين إمداداتهما بالطاقة،

واعتباراً للاتفاق بين فرنسا والمجموعة الأوروبية للطاقة الذرية والوكالة الدولية للطاقة الذرية (المشار إليها فيما يلي بـ "الوكالة") والمتصل بتطبيق الضمانات في فرنسا والموقع في 20 و 27 يوليو 1978 والبروتوكول الإضافي بين فرنسا والمجموعة الأوروبية للطاقة الذرية والوكالة، الموقع في 22 سبتمبر 1998،

واعتباراً لاتفاق الضمانات الشاملة، المبرم بين المغرب والوكالة والذي دخل حيز التنفيذ بتاريخ 18 فبراير 1975، وكذا عزم المغرب على التصديق على البروتوكول الإضافي لهذا الاتفاق، الموقع في 22 سبتمبر 2004،

واعتباراً أيضاً لاستعداد الطرفين لاتخاذ التدابير اللازمة لتطوير أمن للطاقة النووية، مع مراعاة المبادئ والأحكام الواردة في اتفاقية الأمن النووي، ولاتفاقية الحماية المادية للمواد النووية مع التعديل الخاص بها، والاتفاقية المشتركة بشأن الإدارة المأمومة للوقود المستهلك وبشأن الإدارة المأمومة للنفايات المشعة، واتفاقية التبليغ المبكر عن وقوع حادث نووي ولاتفاقية تقديم المساعدة في حالة وقوع حادث نووي أو طارئ إشعاعي والاتفاقية المتعلقة بالمسؤولية قبل الغير في ميدان الطاقة النووية،

ظهير شريف رقم 1.14.79 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاق التعاون الموقع بالرباط في 13 ديسمبر 2012  
بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الفرنسية من أجل تطوير الاستخدامات السلمية للطاقة النووية

الحمد لله وحده،

التابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولـه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على اتفاق التعاون الموقع بالرباط في 13 ديسمبر 2012 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الفرنسية من

أجل تطوير الاستخدامات السلمية للطاقة النووية :

وعلى القانون رقم 58.13 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريفي رقم 1.14.26 بتاريخ

4 جمادى الأولى 1435 (6 مارس 2014) :

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريفي بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريفي هذا، اتفاق التعاون الموقع بالرباط في 13 ديسمبر 2012 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الفرنسية من أجل تطوير الاستخدامات السلمية للطاقة النووية.

وحرر بالرباط في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

\*

\* \* \*

# المملكة المغربية

# لِحَرِيقِ الْمُعْتَدِلةِ

## نَشْرَةُ الْاِتْفَاقِيَّاتِ الدُّولِيَّةِ

ثمن النسخة : 20 درهما

طلب الاشتراك من المطبعة الرسمية الرباط - شالة الهاتف : 0537.76.50.25 - 0537.76.50.24 0537.76.54.13 الحساب رقم : 310 810 1014029004423101 33 المفتوح بالخزينة الإقليمية بالرباط في إسم المحاسب المكلف بمداخيل المطبعة الرسمية	تعريفة الاشتراك			بيان النشرات	
	في الخارج	في المغرب			
		سنة	ستة أشهر		
فيما يخص النشرات الموجهة إلى الخارج عن الطريق العادي أو عن طريق الجو أو البريد الدولي السريع، تضاف إلى مبالغ التعريفة المنصوص عليها يمنته مصاريف الإرسال كما هي محددة في النظام البريدي الجاري به العمل.	400 درهم 200 درهم 200 درهم 300 درهم 300 درهم	250 درهما 150 درهما 150 درهما 250 درهما 250 درهما	..... ..... ..... ..... .....	النشرة العامة ..... نشرة الترجمة الرسمية ..... نشرة الاتفاقيات الدولية ..... نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية ..... نشرة الإعلانات المتعلقة بالتحفيظ العقاري .....	

تدرج في هذه النشرة نصوص الاتفاقيات الدولية الموضوعة باللغة العربية أو بلغة أجنبية عندما تقضي هذه الاتفاقيات بأن النصوص المذكورة يعتمد عليها أو وحدها أو عليها وعلى النص العربي معها

صفحة

اتفاق بين حكومة المملكة المغربية والصندوق الدولي للتنمية الزراعية بشأن إنشاء مكتب قطري.

24 ظهير شريف رقم 1.16.94 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاق الموقع بروما في 8 ماي 2015 بين حكومة المملكة المغربية والصندوق الدولي للتنمية الزراعية بشأن إنشاء مكتب قطري .....

اتفاقية التعاون القضائي في المجال الجنائي بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية.

31 ظهير شريف رقم 1.17.101 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر الاتفاقية المتعلقة بالتعاون القضائي في المجال الجنائي، الموقعة ببكين في 11 ماي 2016 بين المملكة المغربية وجمهورية الصين الشعبية .....

اتفاق المقر بين حكومة المملكة المغربية والاتحاد الإفريقي بشأن إنشاء مقر المرصد الإفريقي للهجرة بالرباط.

44 ظهير شريف رقم 1.19.107 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاق المقر الموقع بمراكش في 10 ديسمبر 2018 بين حكومة المملكة المغربية والاتحاد الإفريقي بشأن إنشاء مقر المرصد الإفريقي للهجرة بالرباط.

فهرست

اتفاق تعاون بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الفرنسية من أجل تطوير الاستخدامات السلمية للطاقة النووية.

ظهير شريف رقم 1.14.79 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاق التعاون الموقع بالرباط في 13 ديسمبر 2012 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية الفرنسية من أجل تطوير الاستخدامات السلمية للطاقة النووية .....

اتفاقية تسليم المطلوبين بين المملكة المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية.

ظهير شريف رقم 1.14.81 صادر في 2 رمضان 1445 (13 مارس 2024) بنشر اتفاقية تسليم المطلوبين الموقعة بلندن في 15 أبريل 2013 بين المملكة المغربية والمملكة المتحدة لبريطانيا العظمى وإيرلندا الشمالية .....